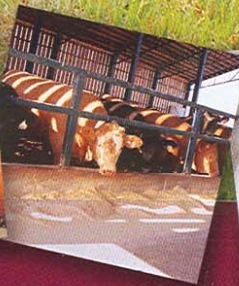
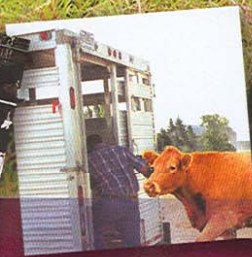
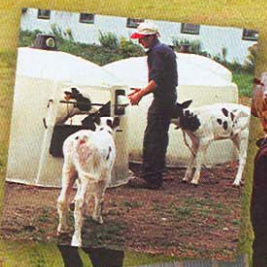
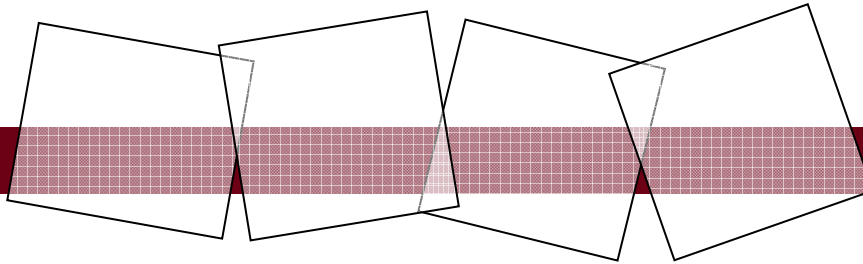


Monographie de l'industrie du boeuf au Québec



Monographie de l'industrie du bœuf au Québec



**Agriculture, Pêcheries
et Alimentation**

Québec 

Monographie de l'industrie du bœuf au Québec

Nous remercions les nombreuses personnes qui ont rendu possible la réalisation de la présente étude. Sans leur précieuse collaboration, celle-ci n'aurait pu être menée à terme.

Direction des études économiques et d'appui aux filières

Hervé Herry	Coordination, recherche et rédaction
Pascal Van Nieuwenhuysse	Soutien à la coordination et à la rédaction
Johanne Martel	Collaboration à la coordination
Johanne Godbout	Soutien à la coordination et à la rédaction
Céline Nicole	Soutien technique et mise en page
Jaafar Bouanane	Recherche
Guy Bélanger	Collaboration aux statistiques
Guillaume Couture	Consommation
Michel Marquis	Distribution
Berchmans Ntibashoboye	Commercialisation

Direction des politiques commerciales et intergouvernementales

Richard Drolet	Échanges commerciaux
----------------	----------------------

Direction des politiques sur la gestion des risques

Claude Chartrand	Statistiques sur les cheptels et les approvisionnements
Michel Lebel	Sécurité du revenu
Michel Ouellet	Production

Direction de l'appui à l'investissement, TRANSAQ

Jean Rood	Abattage et la transformation
-----------	-------------------------------

Direction des communications

Gilles Laplante	Conception de la couverture
-----------------	-----------------------------

Introduction

La présente étude a été réalisée dans le cadre de l'exercice mené par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ) portant sur l'examen des résultats produits par le Plan conjoint des producteurs de bovins. En effet, selon l'article 62 de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche, la RMAAQ est tenue de procéder à une évaluation quinquennale des interventions des plans conjoints.

C'est dans ce contexte que la RMAAQ a demandé la collaboration de la Direction des études économiques et d'appui aux filières du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) en vue d'effectuer une étude évolutive et comparative de la situation actuelle de l'industrie du bœuf au Québec. Cette étude doit soutenir la réflexion des différents acteurs du secteur qui seront conviés à participer à l'examen du Plan conjoint.

L'étude vise à montrer la dynamique économique de cette industrie en mettant l'accent sur :

- ❑ les marchés à desservir;
- ❑ les circuits d'approvisionnement;
- ❑ les acteurs et leur performance économique;
- ❑ la compétitivité vue à travers les parts de marché et les prix.

L'analyse permet alors de dégager des enjeux liés à l'amélioration de la compétitivité.

Soulignons que les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Ministère.

Table des matières

CHAPITRE 1	7
LES MARCHÉS À DESSERVIR : ÉTAT DE LA CONSOMMATION	7
1.1 Le marché québécois et canadien	7
1.2 Le marché international	10
1.2.1 <i>Les tendances générales</i>	10
1.2.2 <i>La place du Québec</i>	11
CHAPITRE 2	15
LES CIRCUITS D'APPROVISIONNEMENT : UNE DESCRIPTION	15
2.1 De la production à l'abattage	15
2.1.1 <i>Le circuit des bouvillons d'abattage</i>	15
2.1.2 <i>Le circuit des veaux lourds</i>	19
2.2 Évolution de l'approvisionnement des abattoirs au Québec	22
2.3 De l'abattage à la consommation	24
CHAPITRE 3	27
LES ACTEURS ET LEUR PERFORMANCE FINANCIÈRE	27
3.1 Les acteurs	27
3.1.1 <i>Les producteurs agricoles</i>	27
3.1.2 <i>Les transformateurs</i>	38
3.1.3 <i>Les distributeurs de viande bovine</i>	40
3.1.4 <i>Les détaillants</i>	41
3.2 Les performances financières comparées des différents maillons	41
3.2.1 <i>La performance des entreprises de moins de 5 M\$ de revenus</i>	42
3.2.2 <i>Les performances des sociétés dont les recettes sont supérieures à 5 M\$</i>	44
3.2.3 <i>Performances financières des exploitations bovines – les sociétés – du Québec comparées à celles de l'Ontario et de l'ensemble du Canada</i>	45
CHAPITRE 4	47
LES PARTS DE MARCHÉ ET LES PRIX : DES INDICATEURS DE LA COMPÉTITIVITÉ SUR LES MARCHÉS	47
4.1 Le marché du Québec	47
4.1.1 <i>Les parts de marché</i>	47
4.1.2 <i>La comparaison des prix d'approvisionnement</i>	48
4.2 Le marché canadien	52
4.2.1 <i>Les parts de marché</i>	52
4.2.2 <i>La comparaison des prix d'approvisionnement</i>	52
4.3 Le marché international	54
4.3.1 <i>La part de marché des exportations de viande de bœuf et de veau</i>	54
4.3.2 <i>La comparaison des prix d'approvisionnement (Québec-Canada-États-Unis)</i>	54
4.4 Les prix aux différentes étapes de production	56
4.4.1 <i>L'indice des prix à la consommation</i>	56
4.4.2 <i>L'indice des prix des produits industriels</i>	57
4.4.3 <i>L'indice des prix des produits agricoles</i>	58
4.4.4 <i>Le bilan des indices de prix</i>	60

CHAPITRE 5	61
ENJEUX	61
5.1 L'amélioration de la rentabilité des élevages	61
5.1.1 <i>Amélioration du prix de vente</i>	61
5.1.2 <i>La diminution des dépenses</i>	63
5.1.3 <i>Les économies d'échelle</i>	64
5.2 Miser sur l'abattage et la transformation des bouvillons au Québec	65
5.3 Se positionner comme chef de file dans l'est du Canada en matière de valorisation des animaux de réforme	66
5.4 Stimuler la consommation de viande de veau en Ontario, dans le reste du Canada et aux États-Unis	68
CONCLUSION	69
PRINCIPALES SOURCES D'INFORMATION.....	71

CHAPITRE 1

Les marchés à desservir : état de la consommation

1.1 Le marché québécois et canadien

Le Québec, un marché relativement stable de 282 000 tec...

En 2004, au Québec, la consommation de viande bovine, y compris le veau, s'élevait à 282 000 tonnes métriques sur une base carcasse (tec)¹, soit environ 37,4 kg par habitant.

La base carcasse est une méthode de mesure qui permet de ramener les quantités de viande à tout niveau de transformation que ce soit sur une base équivalente qui correspond à sa part dans la carcasse. C'est l'équivalent d'ajouter les déchets qui ont résulté de la production de cette pièce de viande.

La consommation québécoise par habitant est supérieure à la moyenne canadienne, mais demeure inférieure à celle des Américains. Les Québécois se distinguent par une consommation de veau nettement supérieure à celle du reste du Canada et des États-Unis, rejoignant une habitude alimentaire plus populaire en Europe. La consommation de veau atteindrait, en effet, 6 kg par personne en France.

Tableau 1 Consommation annuelle en 2004
(en kg par habitant, sur base carcasse)

	Québec	Ontario	Canada	États-Unis
Viande hachée de bœuf	12,39	10,06	10,70	12,62
Viande de bœuf autre que la viande hachée	21,88	18,90	19,95	30,69
Total - Viande de bœuf	34,27	28,95	30,65	43,30
Viande de veau	3,09	0,60	1,19	0,30
Total - Viande de bœuf et de veau	37,36	29,56	31,84	43,60

Sources : Compilation et estimation du MAPAQ à partir de données de Statistique Canada (Canada) et de l'Economic Research Service, USDA (États-Unis).

... représentant 28 % de la consommation canadienne évaluée à 1 018 000 tec.

La consommation totale de bœuf et de veau au Québec représente 28 % de la consommation canadienne et celle de l'Ontario, 36 %.

¹ Consommation apparente, Statistique Canada, ajustement MAPAQ

Tableau 2 Consommation annuelle totale en 2004 (en tec)

	Québec	Ontario	Canada	États-Unis
Viande hachée	93 451	124 773	342 126	3 705 682
Viande de bœuf autre que la viande hachée	165 034	234 462	637 889	9 011 051
Total - Viande de bœuf	258 486	359 235	980 015	12 716 734
Viande de veau	23 299	7 491	38 050	88 171
Total - Viande de bœuf et de veau	281 785	366 726	1 018 065	12 804 905

Sources : Compilation et estimation du MAPAQ à partir de données de Statistique Canada (Canada) et de l'Economic Research Service, USDA (États-Unis).

Le tiers de la consommation de viande en quantité...

La viande bovine (bœuf et veau) arrive au deuxième rang des viandes les plus consommées au Canada, après la volaille². Elle correspond à près de 33 % de la consommation de viande. Entre 2000 et 2004, la consommation de bœuf a diminué de 4 % et celle du veau, de presque 10 %, alors que la consommation de viande de poulet a connu une croissance d'environ 4 %. La consommation de porc a diminué de façon encore plus importante que celle du bœuf, affichant une baisse de 7 % durant la même période. Finalement, la consommation globale de viande fraîche a diminué de presque 2 % entre 2000 et 2004.

Tableau 3 Consommation annuelle par type de viande au Canada
(en kg/personne, sur base carcasse)

	2000	2004	2004/2000 (%)	2004 (%)
Bœuf	32,01	30,65	-4,2	31,4
Veau	1,32	1,19	-9,8	1,2
Porc	28,69	26,72	-6,9	27,4
Mouton et agneau	0,94	1,11	18,1	1,1
Poulet et poules à bouillir	31,01	32,13	3,6	32,9
Dindon	4,26	4,15	-2,6	4,3
Abats	1,04	1,58	51,9	1,6
Total	99,27	97,53	-1,8	100,0

Source : Consommation des aliments au Canada, Statistique Canada

... et presque la moitié des dépenses alimentaires associées aux viandes fraîches...

En ce qui a trait aux ventes au détail, la consommation de viande bovine demeure la plus importante en termes de valeur, puisqu'elle accapare 48 %³ des dépenses alimentaires en grandes épiceries des Québécois relatives aux viandes fraîches. L'achat de viande bovine fraîche correspond à 6,4 % de l'ensemble des dépenses alimentaires en grandes épiceries des Québécois en 2004.

... mais une croissance des ventes dans les épiceries inférieure à celle de la viande de porc.

² Consommation apparente, Statistique Canada

³ ACNielsen Canada, compilation MAPAQ

Entre 2001 et 2004, les viandes de bœuf et de veau ont connu une croissance, en valeur des ventes dans les grandes épiceries, légèrement inférieure à celle de l'ensemble des viandes fraîches. Cela pourrait indiquer que les consommateurs ont réduit leur consommation pour une question de prix, comme pourrait en témoigner la situation inverse pour la viande de volaille fraîche, où malgré une augmentation des quantités consommées, l'augmentation de la valeur des ventes a été inférieure à celle de l'ensemble des viandes fraîches. La viande de porc semble être celle pour laquelle le consommateur est prêt à payer le plus cher, puisque malgré une décroissance importante de la consommation en termes de volume, la valeur des ventes a connu une augmentation plus forte que celle de la moyenne des viandes fraîches. Finalement, nous constatons que les autres viandes accaparent une part croissante des ventes de viandes fraîches dans les grandes épiceries au Québec, laissant présager une diversification des goûts et une tendance des consommateurs québécois vers des viandes moins traditionnelles.

Tableau 4 Dépenses alimentaires détaillées des Québécois, 2001 et 2004, selon la valeur des ventes dans les grandes épiceries (en milliers de dollars)

	2001	2004	Croissance 2004/2001 (%)	2004 (%)	2004 (%)
Bœuf frais	487 519	568 785	16,7	5,9	44,6
Veau frais	41 606	48 655	16,9	0,5	3,8
Porc frais	178 740	217 179	21,5	2,3	17,0
Volaille fraîche	287 797	327 669	13,9	3,4	25,7
Autres viandes fraîches	89 679	113 407	26,5	1,2	8,9
Total - Viandes fraîches	1 085 341	1 275 695	17,5	13,3	100,0
Charcuteries fraîches	342 185	411 600	20,3	4,3	
Total - Viandes fraîches et traitées	1 442 368	1 707 401	18,4	17,8	
Viandes et préparations en conserve	15 883	14 347	-9,7	0,1	
Viandes préemballées, congelées	23 245	35 951	54,7	0,4	
Total - Viandes	1 481 495	1 757 699	18,6	18,4	
Total - Dépenses alimentaires	7 905 181	9 574 042	21,1	100,0	

Source : ACNielsen Canada

La viande hachée : le principal produit de viande bovine

À elle seule, la viande hachée compterait pour un peu plus de 50 % de la consommation de viande de bœuf vendue au détail⁴. La consommation de coupes de cuisse a été en progression au Québec, entre 1996 et 2001, pour atteindre la moyenne canadienne et devenir la deuxième catégorie consommée. Enfin, la consommation de coupes de longe et d'épaule a diminué partout au Canada en faveur des coupes de côtes.

⁴ Statistique Canada, *Dépenses alimentaires des familles au Canada*, 2001

Tableau 5 Importance de la consommation de produits de viande de bœuf, 1996 et 2001, par catégorie (pourcentage des volumes vendus au détail)

	Québec		Ontario		Canada	
	1996	2001	1996	2001	1996	2001
Coupes de cuisse (sauf le jarret)	11,8	23,1	23,3	23,4	18,8	22,5
Coupes de longe	18,8	7,9	12,3	5,9	13,1	6,3
Coupes de côtes	2,8	9,2	4,3	9,4	4,5	8,5
Coupes du bloc d'épaule (sauf le jarret)	12,1	5,0	9,7	3,1	11,3	4,8
Bœuf en cubes	4,4	4,0	3,3	3,1	3,9	3,3
Bœuf haché (y compris les galettes)	50,1	50,8	47,0	48,8	47,0	49,1
Autres coupes	0,0	0,0	0,0	6,3	1,5	5,5

Source : Statistique Canada

1.2 Le marché international

1.2.1 Les tendances générales

Des prévisions de croissance annuelle de la consommation de 2 % à l'échelle internationale

La consommation mondiale de bœuf et de veau se situait à environ 62 000 000 tec en 2004⁵. Une croissance de 17,4 % est prévue à l'échelle mondiale d'ici 2014, soit près de 2 % annuellement. La Chine, le Brésil et le Japon accapareront une part de plus en plus importante de cette consommation alors que celle des États-Unis, de l'Union européenne et de la Russie devrait diminuer.

Tableau 6 Consommation mondiale de bœuf et de veau (en milliers de tec)

Pays	2004	Projection 2014	Croissance projetée 2014/2004 (%)	2004 (%)	2014 (%)
États-Unis	12 553	13 770	9,7	20,2	18,9
Union européenne (UE25)	8 175	7 561	-7,5	13,2	10,4
Chine	6 648	10 133	52,4	10,7	13,9
Brésil	6 415	7 928	23,6	10,3	10,9
Mexique	2 410	2 929	21,5	3,9	4,0
Argentine	2 363	2 636	11,6	3,8	3,6
Russie	2 255	2 095	-7,1	3,6	2,9
Inde	1 590	1 954	22,9	2,6	2,7
Japon	1 126	1 623	44,1	1,8	2,2
Canada	1 008	1 117	10,8	1,6	1,5
Australie	756	830	9,8	1,2	1,1
Autres pays	16 694	20 212	21,1	26,9	27,8
Total	61 993	72 788	17,4	100,0	100,0

Sources : Food and Agricultural Policy Research Institute (FAPRI) 2005 *Agricultural Outlook*, OCDE et FAO

⁵ Food and Agricultural Policy Research Institute (FAPRI), 2005 *Agricultural Outlook*

Les exportations internationales représentent 9 % de la consommation mondiale de bœuf et de veau.

Nous estimons que 9 % de la consommation mondiale de bœuf et de veau est comblée par des exportations. Les prévisions indiquent que les exportations croîtront plus vite que la consommation au cours des 10 prochaines années, au rythme de 4 % par an.

L'Australie, les États-Unis et le Brésil en sont les plus importants exportateurs. L'Argentine et l'Inde, pour leur part, devraient connaître une croissance importante de leurs exportations au cours des prochaines années.

Tableau 7 Évolution des exportations internationales (en milliers de tec)

	1999-2003 (%)		2004¹ (%)		2014² (%)		Croissance 2014/2004 (%)
Australie	1 318	23,5	1 299	24,0	1 615	20,8	24,3
États-Unis	1 099	19,6	197	3,6	1 279	16,5	549,2
Brésil	834	14,9	1 415	26,1	1 830	23,6	29,3
Union européenne (UE25)	580	10,4	70	1,3	0	0,0	-100,0
Canada	520	9,3	455	8,4	556	7,2	22,2
Nouvelle-Zélande	479	8,5	590	10,9	657	8,5	11,4
Argentine	316	5,6	537	9,9	843	10,9	57,0
Inde	269	4,8	540	10,0	740	9,5	37,0
Chine (Hong-Kong exclu)	0	0,0	45	0,8	9	0,1	-80,0
Autres pays	188	3,4	270	5,0	239	3,1	-11,5
Total	5 603,0	100,0	5 418,0	100,0	7 768,0	100,0	43,4

Source : FAPRI, à partir des données de l'OCDE et de la FAO

¹ Estimation; ² Prévisions

1.2.2 La place du Québec

Les exportations vers le Québec combleraient 16 % de la consommation québécoise de bœuf et de veau.

En 2004, l'équivalent de 16 % de la consommation québécoise de bœuf et de veau était importée. Il s'agissait presque uniquement de viande désossée et principalement congelée (76 %). Près de la moitié de ces importations étaient sous forme de morceaux de viande destinés principalement à la fabrication de viande hachée, de charcuterie ou de mets préparés. Une autre part importante, soit 29 %, provient de noix de ronde, de poitrine extérieure et de pointe de surlonge, essentiellement sous forme congelée, destinée entre autres à la fabrication de viande à fondue et de smoked meat. À peine 1 % de la consommation québécoise de veau a été importée en 2004.

**Tableau 8 Importations au Québec de viande de bœuf et de veau
par catégorie de coupes, 2004
(en kg, sur base carcasse)**

	kg	(%)	(%)
Bœuf	46 003 220	100,0	99,3
Morceaux de bovin	21 106 580	45,9	
Ronde (noix, extérieur, intérieur), poitrine extérieure et pointe de surlonge de bovin	13 398 595	29,1	
Longe de bovin	4 110 933	8,9	
Cuisse de bovin	2 215 647	4,8	
Quartier avant de bovin	2 261 316	4,9	
Côtes de bovin	1 309 660	2,8	
Pointe de poitrine de bovin	807 122	1,8	
Bloc d'épaule de bovin	669 738	1,5	
Quartier arrière de bovin	123 629	0,3	
Veau	306 229	100,0	0,7
Morceaux de veau	306 229	100,0	
Total - Bœuf et veau	46 309 448		100,0

Sources : Institut de la statistique du Québec (ISQ) et Statistique Canada; compilation et ajustement sur base carcasse - MAPAQ,

Entre 2000 et 2004, les importations de viande de bœuf et de veau nous sont parvenues principalement de quatre pays, soit les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Uruguay.

**Tableau 9 Répartition de la valeur des importations selon la provenance
Au Québec, moyenne 2000-2004**

États-Unis	29,4 %
Australie	23,5 %
Nouvelle-Zélande	21,8 %
Uruguay	19,1 %
Argentine	4,3 %
Autres pays	1,9 %

Source : Statistique Canada

Les importations en provenance de l'Uruguay ont été particulièrement importantes en 2003 et 2004, alors qu'elles ont occupé respectivement le premier et le deuxième rang des importations en termes de valeur.

Une part de plus en plus importante des importations sous forme de produits transformés

Nous constatons une part de plus en plus importante des importations de bœuf transformé et d'autres produits non précisés et, dans une moindre mesure, de foies et d'abats. Les importations de peaux de bovins constituent également une part stable et importante.

**Tableau 10 Valeur des importations québécoises
par groupe de produits de bovins**

Groupe de produits	1999 \$ CA	(%)	2002 \$ CA	(%)	2004 \$ CA	(%)
Bovins vivants	94 515	0,1	19 012 566	11,8	2 033 258	1,1
Bœuf frais ou congelé	113 609 440	89,0	128 410 625	79,8	138 996 342	74,1
Bœuf transformé	925 627	0,7	1 082 547	0,7	19 798 447	10,6
Foies et autres abats	816 406	0,6	1 054 913	0,7	2 572 726	1,4
Peaux	9 786 691	7,7	8 592 461	5,3	15 030 729	8,0
Autres produits	2 401 020	1,9	2 675 937	1,7	9 054 948	4,8
Total	127 633 699	100,0	160 829 049	100,0	187 486 450	100,0

Source : Compilation ISQ et MAPAQ

Des exportations principalement sous forme de coupes désossées...

En l'absence de données aussi détaillées relatives aux exportations, nous constatons qu'il s'agit de viande désossée (à l'exception des carcasses de veau), une situation qui correspond à l'exigence imposée par la plupart des pays importateurs à la suite de la crise de l'ESB. Il s'agit aussi de coupes de viande plutôt que de morceaux non différenciés, contrairement aux importations.

... et sous forme de carcasses de veau.

Nous constatons aussi que le tiers de nos exportations était sous forme de carcasses de veau fraîches. Durant cette période, les veaux vivants étaient visés par l'embargo américain, mais non les carcasses de veau, l'exigence étant que le matériel à risque spécifique (MRS), comme la moelle épinière et certains ganglions, soit enlevé lors de l'abattage.

**Tableau 11 Exportations du Québec de viande de bœuf et de veau en 2004,
par catégorie de coupes (en kg, sur base carcasse)**

	kg	(%)
Viandes désossées, fraîches ou réfrigérées	7 090 146	38,7
Viandes désossées congelées	4 148 754	22,7
Morceaux de viande non désossés, frais ou réfrigérés	710 389	3,9
Morceaux de viande non désossés, congelés	181 174	1,0
Carcasses et demi-carcasses de bovins, congelées	26 669	0,1
Carcasses et demi-carcasses de bovins, fraîches ou réfrigérées	375	0,0
Carcasses et demi-carcasses de veau, fraîches ou réfrigérées	6 154 756	33,6
Carcasses et demi-carcasses de veau, congelées	100	0,0
Total - Bœuf et veau	18 312 363	100,0

Source : Compilation et ajustement sur base carcasse - MAPAQ et Statistique Canada

Des exportations dirigées principalement vers les États-Unis...

Avant la crise de l'ESB, 86 % de la valeur des exportations était dirigée vers le marché des États-Unis. Cette part a diminué à 71 % en 2004. Les exportations vers la Chine ont atteint un peu plus 7 % de la valeur des exportations en 2004. Les exportations vers la France sont aussi en croissance, mais nous pensons qu'il s'agit principalement de viande de bison.

**Tableau 12 Valeur des exportations québécoises des produits de bovins
des principaux pays**

Pays	1999		2002		2004	
	\$ CA	(%)	\$ CA	(%)	\$ CA	(%)
États-Unis	161 194 024	87,2	228 928 476	86,2	101 586 6980	71,2
Italie	9 113 949	4,9	9 797 001	3,7	8 471 662	5,9
Cuba	3 416 053	1,8	2 223 705	0,8	53 785	<0,1
Japon	2 634 364	1,4	1 389 197	0,5	287 527	0,2
Arabie saoudite	0	0,0	4 494 569	1,7	2 352 264	1,6
Corée du Sud	926 944	0,5	4 369 652	1,6	1 032 478	0,7
Chine	436 734	0,2	3 004 649	1,1	10 259 920	7,2
France	1 280 861	0,7	2 879 427	1,1	5 254 467	3,7

Source : Compilation ISQ et MAPAQ

N.B. Inclut la viande de bison (principalement sur le marché de la France).

... et en forte baisse depuis la crise de l'ESB.

La valeur des exportations a chuté de façon importante à la suite de la crise de l'ESB, pour tous les groupes de produits à l'exception des peaux, lesquelles n'ont pas été visées par l'embargo. Le marché des peaux constitue une part importante et croissante des exportations.

Tableau 13 Valeur des exportations québécoises par groupe de produits

Groupe de produits	1999		2002		2004	
	\$ CA	(%)	\$ CA	(%)	\$ CA	(%)
Bovins vivants	28 644 320	15,5	50 652 765	19,1	0	0,0
Bœuf frais ou congelé	115 586 438	62,5	170 052 468	64,0	101 623 858	71,2
Bœuf transformé	6 989 355	3,8	10 108 189	3,8	3 997 347	2,8
Foies et autres abats	6 029 104	3,3	4 796 899	1,8	2 611 276	1,8
Peaux	27 224 491	14,7	29 887 945	11,2	34 328 858	24,1
Autres produits	333 707	0,2	205 266	0,1	161 188	0,1
Total	184 807 415	100,0	265 703 532	100,0	142 722 527	100,0

Source : Compilation ISQ et MAPAQ

CHAPITRE 2

Les circuits d'approvisionnement : une description

2.1 De la production à l'abattage

Trois grandes lignes de produits découlent du secteur bovin, soit la viande de bovins d'abattage, la viande de veau et la viande de bovins de réforme. Ces produits proviennent de deux grands circuits d'approvisionnement, soit celui des bouvillons d'abattage et celui des veaux lourds. Les bovins de réforme sont rattachés à ces deux circuits : ce sont les vaches et les taureaux qui ont terminé leur temps de production.

2.1.1 Le circuit des bouvillons d'abattage

Ce circuit est caractérisé par une génétique entièrement orientée vers la production de viande. Il comporte une première étape, qui consiste à produire des veaux – les veaux d'embouche – à partir d'un troupeau reproducteur et une seconde étape, qui consiste à les engraisser comme bouvillons jusqu'à un poids vif approximatif de 600 kg. Le schéma 1 campe les différents mouvements qui ont lieu de la production à l'abattage.

2.1.1.1 Les élevages de veaux d'embouche

De 2000 à 2004 : croissance de 11 % des vaches de boucherie et diminution de 3 % des exploitations déclarantes

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) a recensé, en 2004, 5 966 exploitations¹ déclarant produire des veaux d'embouche, soit 20 % de l'ensemble des 29 825 exploitations enregistrées. Le nombre d'exploitations possédant des veaux d'embouche a diminué de 3 % entre 2000 et 2004.

Ces veaux sont produits à partir d'un troupeau reproducteur de 236 000 vaches² qui aurait généré 213 200 veaux en 2004³. Le cheptel de vaches de boucherie a connu, quant à lui, une croissance de 11 %² durant cette même période et le nombre de veaux d'embouche produits au Québec a augmenté de presque 19 %³.

Une mise en marché principalement par l'intermédiaire d'encans spécialisés

Les producteurs de veaux d'embouche disposent de trois options de mise en marché, à savoir :

- ❑ les encans hebdomadaires;
- ❑ les encans spécialisés;
- ❑ les ventes directes à un parc d'engraissement, par l'entremise ou non d'un courtier.

L'encan spécialisé est le mode de vente le plus populaire chez les producteurs de veaux d'embouche du Québec. Le nombre de veaux d'embouche vendus au Québec au moyen des encans spécialisés est passé de 55 % en 1998 à plus de 70 % en 2004. Les ventes directes et les encans hebdomadaires se font de plus en plus rares. Les courtiers représentent 75 % des acheteurs.

¹ Fiches d'enregistrement, MAPAQ, 2000 et 2004

² Inventaire de bovins au 1^{er} juillet, Statistique Canada

³ Bilan sectoriel, Statistique Canada

Au Québec, le nombre d'exploitations de type naisseur-finiisseur est en décroissance : une tendance vers la spécialisation.

Plusieurs exploitations engraisent elles-mêmes les veaux qu'elles produisent, mais leur nombre diminue. En 2001, on estimait que ces fermes de type naisseur-finiisseur représentaient, au Québec, 7 % des exploitations produisant des veaux d'embouche. Il s'agit là d'une diminution, puisqu'elles représentaient, en 1981, 20 % de ces exploitations⁴. En 2001, ces fermes possédaient à peine 5 % du cheptel de vaches de boucherie.

Cette tendance à la baisse se constate aussi en Ontario, mais cette pratique y demeure beaucoup plus populaire, puisqu'elle concerne encore 17 % des exploitations de veaux d'embouche, lesquelles possèdent 18 % du cheptel de vaches de boucherie.

2.1.1.2 Les élevages de bouvillons

De 2000 à 2004 : croissance de 65 % des bouvillons engraisés au Québec et de 4 % des exploitations déclarantes

La finition de 169 000 bouvillons⁵ a été réalisée dans 740 exploitations⁶ recensées par le MAPAQ en 2004. Il s'agit des exploitations qui ont réalisé l'engraissement complet ou au moins la finition des bouvillons. Cela exclut donc les exploitations qui n'auraient réalisé que la semi-finition.

Le nombre d'exploitations déclarant de l'engraissement de bouvillons jusqu'à la finition a connu une croissance de près de 4 % entre 2000 et 2004. Le nombre de bouvillons finis au Québec aurait augmenté de 67 % durant la même période. Cette augmentation s'est surtout produite en 2003 et 2004.

La semi-finition, une pratique de plus en plus populaire

La semi-finition, qui consiste à ne réaliser qu'une première phase d'engraissement, constitue une pratique importante. En effet, 1 190 exploitations inscrites au MAPAQ ont déclaré produire un peu plus de 95 000 bovins semi-finis en 2004⁶.

La semi-finition des bouvillons semble devenir une pratique de plus en plus populaire, puisque le nombre d'exploitations déclarant ce type d'élevage au Québec est en croissance, soit de 32 % entre 2000 et 2004. Le nombre de bouvillons en cours de semi-finition aurait augmenté de 22 % au cours de la même période. Par contre, la production annuelle aurait diminué de 11 %, probablement en raison d'une période de semi-finition plus longue.

La finition au Québec de bouvillons semi-finis en provenance de l'Ontario et de l'Ouest canadien : une forte tendance

Il existe des mouvements interprovinciaux de bouvillons semi-finis vers des parcs d'engraissement qui réaliseront leur finition. Ainsi, 4 400 de ces bouvillons seraient sortis du Québec et 45 500 bouvillons semi-finis d'autres provinces auraient achevé leur engraissement au Québec⁷.

⁴ Statistique Canada, recensement 2001, sortie spéciale

⁵ Bilan sectoriel, Statistique Canada

⁶ Fiches d'enregistrement, MAPAQ, 2000 et 2004

⁷ Bilan sectoriel, Statistique Canada

La mise en marché par vente directe : une tendance

Trois options de mise en marché s'offrent également aux producteurs de bouvillons d'abattage, à savoir :

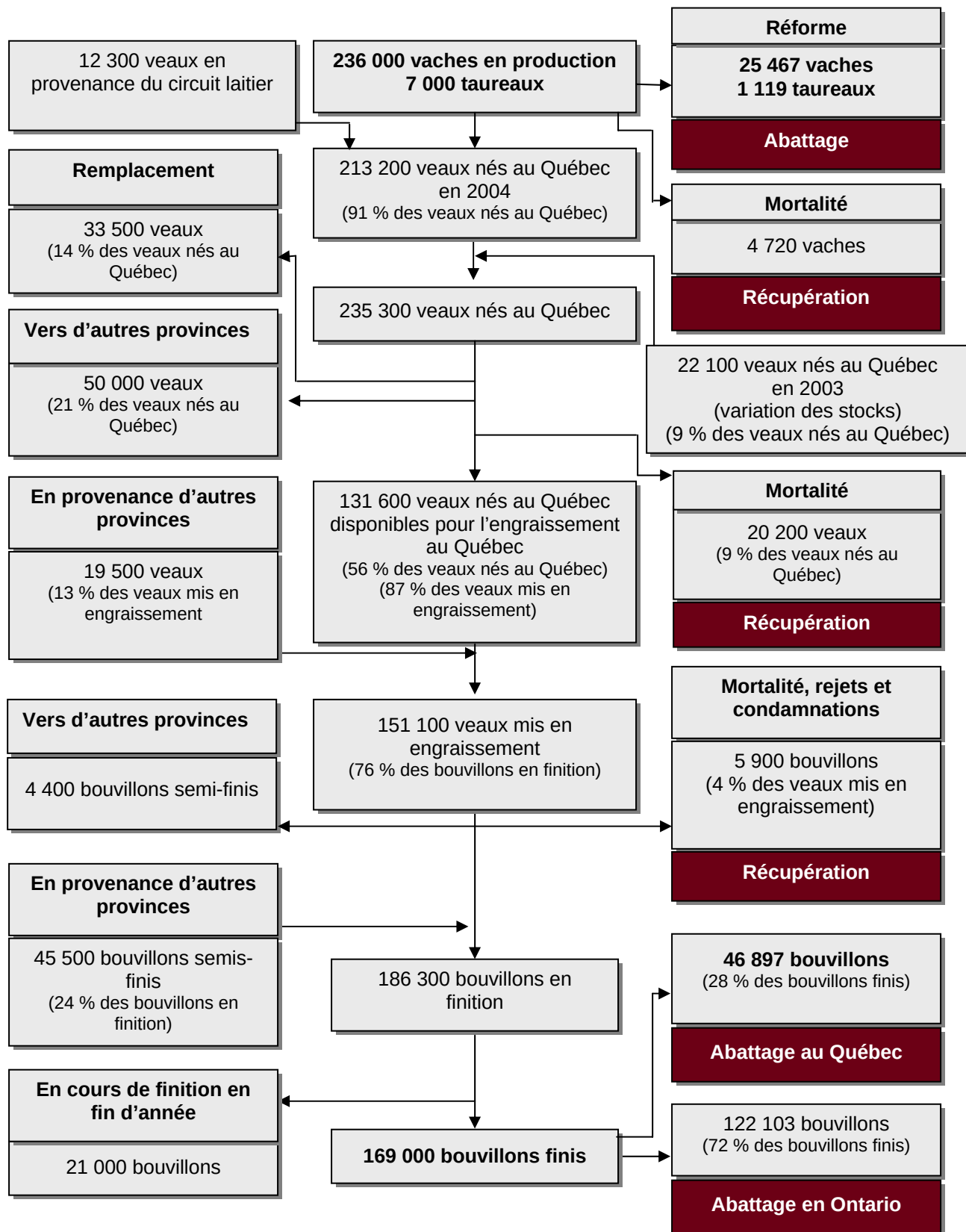
- ❑ les enchères électroniques;
- ❑ la vente directe à un acheteur;
- ❑ la vente à l'encan hebdomadaire.

Les enchères électroniques étaient le mode de vente le plus populaire jusqu'à tout récemment. Il avait progressé de 60 % à 90 % du volume transigé entre 1998 et 2004. Cependant, les ventes directes entre producteurs et abattoirs connaissent actuellement une popularité accrue. Les ventes à l'encan hebdomadaire se font de plus en plus rares pour ce type de production.

74 % des bouvillons finis au Québec sont abattus en Ontario.

Au Québec, la croissance de l'engraissement des bouvillons a été beaucoup plus importante que l'évolution de l'abattage, soit de 67 % entre 2000 et 2004. En effet, l'abattage de bouvillons n'aurait progressé que de 13 % durant cette période. Ainsi, 122 000 bouvillons engraisés au Québec auraient été dirigés vers l'Ontario pour l'abattage, en 2004.

SCHÉMA 1 Le circuit des bouvillons d'abattage, au Québec, en 2004



Source principale : Bilan sectoriel, Statistique Canada

2.1.2 Le circuit des veaux lourds

Principalement pour la production de viande de veau

Ce circuit découle de la production laitière. Les veaux, principalement les mâles, qui ne sont pas destinés au remplacement du cheptel reproducteur laitier sont engraisés comme veaux lourds, soit comme veaux de lait ou comme veaux de grain, selon leur alimentation. En 2004, cette filière se composait de 415 000 vaches laitières en production⁸, élevées dans 8 034 exploitations recensées par le MAPAQ⁹. Le schéma 2 décrit les différents mouvements concernant ce circuit de production.

Une diminution de l'approvisionnement en petits veaux laitiers en provenance du Québec

Le nombre de vaches laitières est resté stable entre 2000 et 2004. Le nombre de veaux laitiers nés dans les fermes, qui a été stable de 2000 à 2002, a chuté en 2003 et 2004 pour se situer à 10 % de moins qu'en 2000¹⁰, diminuant d'autant l'approvisionnement québécois des élevages de veaux lourds. Cette diminution pourrait être liée au ralentissement de la réforme des vaches laitières (par la prolongation de la période de lactation par exemple) à la suite de la crise de l'ESB.

Nous constatons également une hausse élevée du taux de mortalité des veaux laitiers en 2004, alors qu'il y avait une tendance à la baisse depuis 2000. Un peu plus de 10 000 veaux supplémentaires seraient morts dans les fermes laitières¹⁰.

Cette diminution du nombre de petits veaux laitiers a été compensée en partie par une diminution du nombre des veaux gardés aux fins de remplacement dans les élevages laitiers, si bien que la diminution réellement observée s'est limitée à un peu plus de 3 %.

Au Québec, 31 % des mises en engraissement de veaux lourds provient d'un approvisionnement en veaux laitiers de l'extérieur du Québec

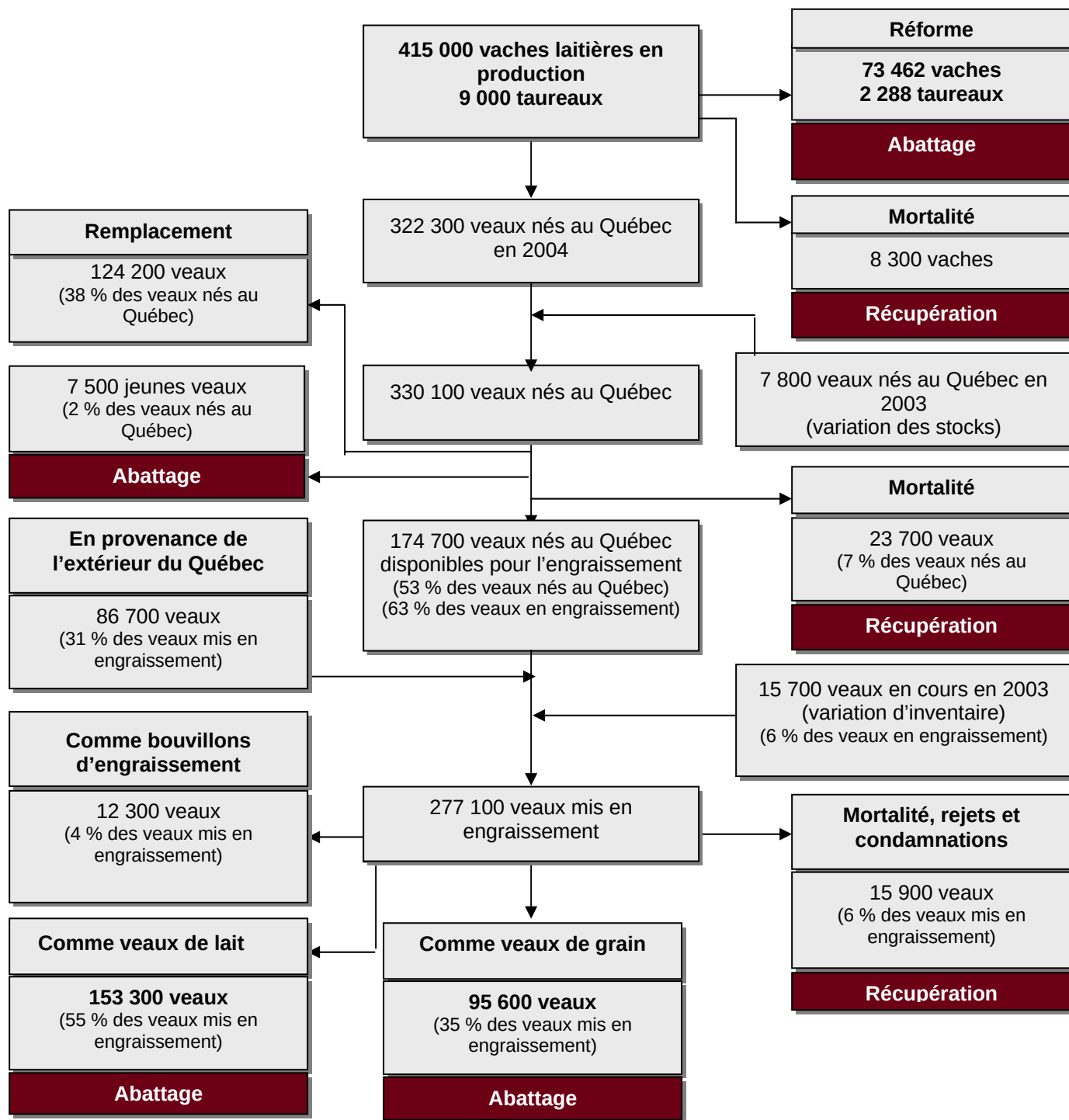
La croissance importante de la production de veaux lourds jusqu'en 2002 et son maintien depuis lors sont assurés par une part importante de petits veaux laitiers provenant du reste du Canada, principalement de l'Ontario, et des États-Unis. Cette production représentait 31 % des mises en engraissement en 2004, soit le double de ce qu'elle était en 2000.

⁸ Inventaire de bovins au 1^{er} juillet, Statistique Canada

⁹ Fiches d'enregistrement, MAPAQ, 2000 et 2004

¹⁰ Bilan sectoriel, Statistique Canada

SCHÉMA 2 Le circuit des veaux lourds, au Québec en 2004



Source principale : Bilan sectoriel, Statistique Canada

2.1.2.1 Les élevages de veaux lourds

Croissance de la production de veaux de lait de 13 % et de veaux de grain de 21 % entre 2000 et 2004, alors que les exploitations déclarant produire des veaux de lait diminuaient de 9 %.

En 2004, l'engraissement des veaux de lait a été réalisé dans 293 exploitations recensées par le MAPAQ et celui des veaux de grain, dans 364 exploitations¹¹. Ces exploitations ont produit 153 000 veaux de lait et 96 000 veaux de grain¹².

Le nombre d'exploitations qui déclarent produire des veaux de lait a diminué de 9 % entre 2000 et 2004, alors que celui des exploitations déclarant engraisser des veaux de grain est demeuré stable. Durant la même période, la production de veaux de lait a connu une croissance de près de 13 % et celle du veau de grain, de 21 %.

Une mise en marché des petits veaux laitiers principalement par encans et un secteur des veaux lourds sous forte coordination verticale

Les veaux laitiers sont vendus majoritairement (près de 90 %) à l'encan hebdomadaire. Le reste (10 %) est vendu directement aux éleveurs de veaux lourds.

La production de veaux de lait – et de veaux de grain, dans une moindre mesure – est sous forte coordination verticale au Québec. Elle est dominée par trois grands groupes qui intègrent toutes les étapes de la chaîne de production, de la commercialisation des veaux et des matières premières destinées à leur alimentation, jusqu'à l'abattage, la transformation et la vente de viande au détail, en passant par le financement de leurs producteurs associés.

2.1.2.2 La mise en marché des animaux de réforme

Les animaux de réforme : un sous-produit de l'élevage laitier et de veaux d'embouche

Au Québec, les animaux de réforme proviennent principalement de la filière laitière, dans une proportion de 74 %.

L'ensemble des animaux de réforme provient de quelque 13 000 exploitations d'élevages laitiers et de veaux d'embouche. Un peu plus de 102 000 bovins de réforme ont été mis en marché en 2004, soit une diminution de 9 % par rapport aux chiffres de 2000, principalement due à un ralentissement de la demande des abattoirs à la suite de la crise de l'ESB. Les éleveurs du Québec mettent en marché 20 % des animaux de réforme du Canada.

Une mise en marché perturbée par la crise de l'ESB

La crise de l'ESB a provoqué l'imposition d'un embargo sur les exportations de bovins vivants et sur les produits de viande provenant des bovins de plus de 30 mois, ce qui est le cas des animaux de réforme. À l'échelle canadienne, juste avant la crise, près de 430 000 bovins de réforme étaient exportés vivants aux États-Unis à des fins d'abattage, dont environ 60 000 en provenance de l'Ontario. L'embargo a entraîné un important surplus de l'offre qui a eu des répercussions au Québec, causant à son tour une chute importante des prix et obligeant une rétention des animaux à la ferme.

¹¹ Fiches d'enregistrement, MAPAQ, 2000 et 2004

¹² Fédération des producteurs de bovins du Québec (FPBQ)

L'embargo sur les bovins de plus de 30 mois, est toujours en vigueur, contrairement à l'embargo sur les bovins plus jeunes.

La mise en marché des bovins réformés se fait selon trois modes de vente possibles, soit :

- ❑ la vente à l'encan hebdomadaire;
- ❑ la vente aux enchères électroniques;
- ❑ la vente directe à un acheteur (veaux laitiers d'engraissement et animaux faibles ou blessés).

La majorité des vaches de réforme sont vendues sur une base vivante à l'encan hebdomadaire en présence des acheteurs. Seul un faible pourcentage des vaches sont vendues aux enchères électroniques.

2.2 Évolution de l'approvisionnement des abattoirs au Québec

Des mouvements importants

La croissance de 67 % de la production de bœuf des élevages québécois, durant la période 2000-2004, n'a été orientée qu'en faible partie vers les abattoirs du Québec, soit environ 7 % de cette croissance, alors que la presque totalité de cette augmentation a été dirigée pour abattage en Ontario.

La croissance, de près de 16 %, des veaux lourds produits par les élevages du Québec a été entièrement absorbée par les abattoirs du Québec.

L'abattage de vaches de réforme a connu une croissance importante au Québec, soit 38 % entre 2000 et 2004. Cette croissance a surtout été alimentée par des vaches en provenance des autres provinces canadiennes, en particulier de l'Ontario.

Les carcasses des bovins abattus au Québec, à l'exception de celles des veaux de lait, sont plus lourdes en 2004 qu'en 2000.

Le poids moyen des bouvillons, des veaux de grain et des vaches de réforme, qui ont été abattus au Québec, a augmenté de 3 % à 4 % entre 2000 et 2004. Ainsi, l'augmentation de la production de viande a été supérieure à l'augmentation du nombre de bovins abattus. Par contre, le poids moyen des veaux de lait a diminué de 12 %.

Le poids moyen de carcasses de bouvillons abattus au Québec était inférieur de 5 % à celui de l'Ontario et de 2 % à celui de l'ensemble du Canada¹³. Nous observons également un écart dans le cas des carcasses de veaux lourds et d'animaux de réforme, mais cet écart pourrait être en grande partie lié à la proportion veau de lait/veau de grain ou vache laitière/vache de boucherie dans ces catégories de bovins.

¹³ Marché des viandes rouges, AAC

**Tableau 14 Bilan des mouvements de bovins de la production à l'abattage
entre 2000 et 2004**

	Québec		
	2000	2004	2004/2000 (%)
Production dans les fermes			
Bouvillons			
Nombre	101 100	169 000	67,2
Tec	35 559	61 218	72,2
Veaux lourds			
Nombre	212 446	246 044	15,8
Tec	29 974	32 813	9,5
Vaches de réforme			
Nombre	112 308	102 336	-8,9
Tec	30 940	29 353	-5,1
Importation nette pour abattage*			
Bouvillons			
Nombre	-62 756	-125 803	-100,5
Tec	-22 072	-45 571	-106,5
Veaux lourds			
Nombre	-17 546	2 856	116,3
Tec	-2 376	322	113,6
Vaches de réforme			
Nombre	44 983	115 364	156,5
Tec	12 393	33 089	167,0
Abattage			
Bouvillons d'engraissement			
Nombre	38 344	43 197	12,7
Tec	13 486	15 648	16,0
Veaux lourds			
Nombre	194 900	248 900	27,7
Tec	27 599	33 135	20,1
Vaches de réforme			
Nombre	157 291	217 700	38,4
Tec	43 333	62 442	44,1

* Interprovinciale et internationale; un résultat négatif indique une exportation nette.

2.3 De l'abattage à la consommation

Les abattoirs du Québec : une production de 78 000 tec de viande de bœuf et de 33 000 tec de viande de veau

En 2004, l'abattage de gros bovins (bouvillons et animaux de réforme) au Québec a généré 78 000 tec de viande, dont 80 % environ provenait des animaux de réforme. Cette production correspond à 30 % de la consommation québécoise de ce type de viande. Quant à l'abattage de veaux, il a produit 33 000 tec de viande de veau, soit un surplus de 10 000 tec par rapport à la consommation québécoise. C'est donc un total de 111 000 tec de viande qui ont été produites. Il s'agit d'environ 13 % de l'ensemble des viandes rouges (bovins, porcs et ovins) produites par les abattoirs du Québec.

Une augmentation de 32 % de la quantité de viande de bœuf et de veau produite par les abattoirs du Québec entre 2000 et 2004

Au Québec, malgré une diminution de la consommation totale de viande de bœuf et de veau, nous constatons une augmentation importante de l'abattage, que ce soit en termes de bouvillons, d'animaux de réforme ou de veaux lourds. Cette augmentation a permis d'atteindre l'équivalent de 40 % de la consommation québécoise de bœuf et de veau en 2004 (tableau 15).

C'est l'abattage d'animaux de réforme qui a connu la plus forte croissance, augmentant de 40 % la quantité de viande produite à partir de ces bovins. La production de viande de veau a augmenté de 20 % et celle de viande de bouvillons, de 16 % durant cette même période.

Une balance commerciale internationale de plus en plus négative pour le Québec...

Pour réaliser l'ajustement entre les besoins de consommation (voir le tableau 15) et la production de viande au Québec, il faut tenir compte des importations, des exportations ainsi que du commerce interprovincial.

Les informations disponibles sur les exportations de viande ne sont pas suffisamment détaillées pour permettre de dresser un bilan précis distinct de chacune des deux catégories de viande (bœuf et veau). Nous savons cependant qu'en 2004, l'exportation de viande de veau sous forme de carcasses seulement, évaluée à 6 200 tec, représentait le tiers des volumes de viande bovine exportés (base carcasse) et 19 % de la production québécoise de viande de veau. Les informations sur l'importation de viande de veau, qui sont plus précises, indiquent qu'en 2004, 7 % des importations de viande bovine et à peine un peu plus de 1 % de la consommation de veau du Québec.

Les importations ont progressé jusqu'à la crise de l'ESB pour ensuite régresser. Comme les exportations ont diminué encore davantage à la suite de la crise, la balance commerciale internationale du Québec est de plus en plus négative. En 2004, les quantités nettes importées correspondaient à 10 % de la consommation au Québec.

... mais une balance commerciale interprovinciale de moins en moins négative.

Les informations disponibles sur les mouvements commerciaux réels entre provinces sont presque inexistantes. Ainsi, nous estimons le commerce interprovincial à partir des données de la consommation, de la production et de la balance commerciale internationale. Il s'agit d'un bilan net qui ne reflète pas nécessairement l'ampleur des entrées et des sorties. En 2004, les

entrées interprovinciales nettes au Québec représenteraient ainsi l'équivalent de 51 % de la consommation québécoise.

Une grande part de l'approvisionnement du marché québécois proviendrait de l'Ouest canadien, puisque l'Ontario aurait aussi, selon nos estimations (tableau 16), une balance commerciale globale négative.

Le commerce interprovincial a subi un recul à la suite de l'augmentation de l'abattage au Québec et en raison d'une plus grande part de l'approvisionnement international. Les entrées interprovinciales nettes au Québec ont chuté de 28 % entre 2000 et 2004.

**Tableau 15 Bilan de l'approvisionnement en viande bovine (bœuf et veau)
au Québec (en tec)**

	2000	2002	2004	Croissance 2004/2000 (%)
Consommation				
Viande de bœuf	263 305	253 493	258 486	-1,8
Viande de veau	25 208	23 966	23 299	-7,6
Viande de bœuf et veau	288 513	277 459	281 785	-2,3
Abattage au Québec				
Viande de bœuf (bouvillons)	13 486	14 644	15 648	16,0
Viande de bœuf (bovins de réforme)	43 333	45 281	62 442	44,1
Total - Viande de bœuf	56 819	59 926	78 090	37,4
Viande de veau	27 599	30 394	33 135	20,1
Viande de bœuf et veau	84 418	90 320	111 225	31,8
En pourcentage de la consommation	29,3	32,6	39,5	34,9
Imports-exports				
Importations	34 197	54 952	46 309	35,4
Exportations	29 681	39 829	18 605	-37,3
Balance commerciale (imports-exports)	-4 517	-15 123	-27 705	513,4
En pourcentage de la consommation	1,6	5,5	9,8	528,1
Commerce interprovincial				
Balance commerciale interprovinciale	-199 579	-172 016	-142 855	-28,4
En pourcentage de la consommation	69,2	62,0	50,7	-26,7

**Tableau 16 Bilan de l'approvisionnement en viande bovine (bœuf et veau)
en Ontario (en tec)**

	2000	2002	2004	Croissance 2004/2000 (%)
Consommation				
Viande de bœuf	353 345	348 109	359 235	1,7
Viande de veau	7 664	7 551	7 491	-2,3
Viande de bœuf et veau	361 009	355 660	366 726	1,6
Abattage en Ontario				
Viande de bœuf (bouvillons)	217 246	233 813	272 639	25,5
Viande de bœuf (bovins de réforme)	14 940	6 031	17 552	17,5
Total - Viande de bœuf	232 186	239 845	290 191	25,0
Viande de veau	16 528	11 522	13 705	-17,1
Viande de bœuf et veau	248 714	251 367	303 896	22,2
En pourcentage de la consommation	68,9	70,7	82,9	20,3
Commerce interprovincial et international				
Balance commerciale (sorties-entrées)	-112 295	-104 293	-62 830	-44,0
En pourcentage de la consommation	31,1	29,3	17,1	-44,9

Au Canada, une croissance des exportations

La production de viande de bœuf et de veau au Canada a connu une croissance de 16 %, surtout depuis la crise de l'ESB. L'embargo américain sur les animaux vivants a nécessité que ceux-ci soient abattus au Canada. La viande désossée de ces animaux pouvait être exportée et elle l'a été en grande partie. La part restante a déplacé des produits, sur le marché canadien, qui étaient auparavant importés.

**Tableau 17 Bilan de l'approvisionnement en viande bovine (bœuf et veau)
au Canada (en tec)**

	2000	2002	2004	Croissance 2004/2000 (%)
Consommation				
Viande de bœuf	982 356	954 961	980 015	-0,2
Viande de veau	40 510	38 888	38 050	-6,1
Viande de bœuf et veau	1 022 866	993 849	1 018 065	-0,5
Abattage au Canada				
Viande de bœuf (bouvillons)	1 065 984	1 070 536	1 268 138	19,0
Viande de bœuf (bovins de réforme)	160 894	176 814	161 860	0,6
Total - Viande de bœuf	1 226 878	1 247 350	1 429 998	16,6
Viande de veau	46 341	40 930	48 539	4,7
Viande de bœuf et veau	1 273 219	1 288 280	1 478 538	16,1
En pourcentage de la consommation	124,5	129,6	145,2	16,7
Commerce international				
Balance commerciale (imports-exports)	250 354	294 430	460 473	83,9
En pourcentage de la consommation	24,5	29,6	45,2	84,8

CHAPITRE 3

Les acteurs et leur performance financière

3.1 Les acteurs

Le tableau 18 donne une évaluation sommaire du nombre d'intervenants, des emplois et de la valeur des ventes des principaux acteurs impliqués dans le circuit de la viande bovine.

Mise en garde : Plus nous avançons dans la filière, plus les acteurs touchent à des produits diversifiés, autres que la viande bovine. Ainsi, le nombre d'emplois et la valeur des ventes ne sont pas uniquement attribuables à la viande bovine.

Tableau 18 Caractéristiques des différents maillons des filières bovines (2003 ou 2004)

	Nombre d'entreprises	Nombre d'emplois	Ventes (M\$)
Producteurs de bovins spécialisés	5 070	7 212	826
Total - Transformateurs ¹	122	6 300	1 800
Abattoirs-transformateurs	43	1 100	235
Transformateurs - découpe et conditionnement	43	1 650	460
Transformateurs - surtransformation	56	4 000	1 200
Distributeurs ^{1, 2}	146	4 500	2 700
Total - Détaillants ¹	2 537	106 187	16 572
Supermarchés et épiceries	1 978	102 000	16 122
Boucheries	559	4 187	450

¹ Entreprises traitant en tout ou en partie de la viande bovine. Les données sont relatives à l'ensemble de leurs produits. Une entreprise peut se situer dans plus d'un sous-groupe, c'est pourquoi le total diffère de la somme des sous-groupes.

² Exclut le nombre d'emplois et le chiffre d'affaires des trois grands distributeurs

³ Produit intérieur brut réel

Sources : MAPAQ; Système d'extraction des statistiques agricoles (SESA), Statistique Canada; CRIQ

3.1.1 Les producteurs agricoles

3.1.1.1 Les recettes monétaires de la production bovine

Les recettes monétaires mesurent le revenu brut des exploitations agricoles en dollars courants. Elles comprennent, ici, les recettes tirées de la vente de bovins et de veaux, en excluant cependant les ventes entre les exploitations agricoles d'une même province, de manière à éviter un double comptage. Les recettes monétaires proviennent du marché et de l'aide gouvernementale.

Au Québec, les recettes monétaires des ventes de bovins (bouvillons et animaux de réforme) et de veaux (veaux lourds et veaux d'embouche), en provenance du marché, ont été de 396 M\$ en 2004, soit 7,2 % des recettes monétaires agricoles du Québec en provenance du marché.

Des recettes en provenance du marché lourdement touchées par la crise de l'ESB

Les recettes en provenance du marché, pour toutes les productions bovines, ont chuté de façon importante à la suite de la crise de l'ESB, et ce, partout au Canada, alors que les recettes monétaires totales en agriculture en provenance du marché ont augmenté.

Tableau 19 Recettes monétaires en provenance du marché

		2000 (M\$)	2004 (M\$)	Croissance 2004/2000 (%)
Québec	Bovins	287,6	220,6	-23,3
	Veaux	193,9	175,4	-9,5
	Total - Bovins et veaux	481,5	396,0	-17,8
	Total - Agriculture	4 881,1	5 487,8	12,4
Ontario	Bovins	972,8	688,5	-29,2
	Veaux	105,1	68,4	-34,9
	Total - Bovins et veaux	1 077,9	756,9	-29,8
	Total - Agriculture	7 449,9	7 895,4	6,0
Canada	Bovins	6 048,3	4 495,7	-25,7
	Veaux	826,6	573,7	-30,6
	Total - Bovins et veaux	6 874,9	5 069,4	-26,3
	Total - Agriculture	30 151,8	31 640,6	4,9

Source : L'activité bioalimentaire du Québec 2004, MAPAQ

L'aide gouvernementale : une part importante des recettes monétaires

Le montant des recettes provenant de l'aide gouvernementale par l'entremise de l'assurance-stabilisation des revenus, relativement aux programmes associés aux productions bovines, s'est élevé à 239 M\$ et compte pour 29 % de l'aide gouvernementale dans l'ensemble des productions agricoles en 2004. Ainsi, les recettes monétaires totales relatives aux ventes de bovins et de veaux ont été de 635 M\$ en 2004, soit 10 % des recettes agricoles totales du Québec.

L'aide gouvernementale constitue une part des recettes totales plus importante dans le secteur bovin que dans l'ensemble des secteurs.

Tableau 20 Répartition des recettes monétaires totales au Québec (en pourcentage)

	MOYENNE 2000-2002		MOYENNE 2000-2004	
	Secteur bovin et veau	Tous les secteurs	Secteur bovin et veau	Tous les secteurs
En provenance du marché	81,9	90,2	75,3	88,6
Paievements d'assurance-stabilisation	18,1	9,8	24,7	11,4

Source : L'activité bioalimentaire du Québec 2004, MAPAQ

3.1.1.2 Les producteurs spécialisés dans l'élevage de bovins de boucherie

Un peu plus de 5 000 exploitations spécialisées

Les filières bovines se caractérisent par un grand nombre d'exploitations agricoles possédant des animaux de boucherie, 6 542 d'entre elles déclarant des bouvillons ou des vaches de boucherie en 2004 et 636 d'entre elles déclarant des veaux lourds, soit respectivement 22 % et 2 % de l'ensemble des exploitations agricoles. Des exploitations déclarant des bovins de boucherie, 5 070 étaient spécialisées, soit environ 70 %.

Un producteur est considéré comme spécialisé dans l'élevage de bovins de boucherie lorsque 51 % ou plus de ses ventes provient de cette activité.

Notre analyse concernant les éleveurs portera sur ces exploitations spécialisées dans l'élevage des bovins de boucherie, lesquelles détiennent la très grande part du cheptel bovin, soit 85 % des bouvillons, 80 % des vaches de boucherie, 94 % des veaux de lait et 78 % des veaux de grain en 2004.

Tableau 21 Part du nombre d'exploitations et du cheptel de boucherie détenue par les exploitations spécialisées dans l'élevage des bovins de boucherie

	Ensemble des exploitations	Exploitations spécialisées	
			%
Bouvillons finis			
Nombre de déclarants	737	418	56,7
Nombre de bouvillons finis annuels déclarés	164 385	139 832	85,1
Bouvillons semi-finis			
Nombre de déclarants	1 187	847	71,4
Nombre de bouvillons semi-finis annuels déclarés	95 096	80 493	84,6
Vaches de boucherie			
Nombre de déclarants	5 943	4 198	70,6
Nombre de vaches de boucherie déclarées	227 407	181 078	79,6
Veaux lourds			
Nombre de déclarants (veaux de lait)	292	255	87,3
Nombre de veaux de lait annuels ¹	183 831	173 136	94,2
Nombre de déclarants (veaux de grain)	364	245	67,3
Nombre de veaux de grain annuels ²	151 683	118 967	78,4
Total			
Nombre de déclarants ³		5 070	

¹ Nombre déclaré en inventaire multiplié par une rotation de 2,47

² Nombre déclaré en inventaire multiplié par une rotation de 2,2

³ Source : SESA, Statistique Canada

Source : Fiche d'enregistrement 2004 (préliminaire)

Parmi les autres producteurs agricoles spécialisés, les producteurs laitiers possèdent 5 % du cheptel de vaches de boucherie et les producteurs de céréales, 10 % de l'élevage de veaux de grain. Pour leur part, les éleveurs de bovins de boucherie possèdent 5 % des gros poulets, 4 % des brebis et 1 % des porcs à l'engraissement. Ils ne sont pas du tout impliqués dans la production laitière, possédant moins de 0,2 % des vaches laitières¹.

La production de veaux de lait est l'affaire de spécialistes, puisque c'est l'activité principale de 87 % des déclarants. Ces derniers produisent 93 % des veaux de lait.

Les résultats des exploitations aux revenus inférieurs à 250 000 \$: un indicateur de la situation des producteurs de veaux d'embouche

Les résultats financiers des exploitations agricoles spécialisées dans l'élevage de boucherie (bœuf et veau) sont diffusés par Statistique Canada². Ces informations ne sont cependant pas disponibles par catégorie de bovins.

Étant donné la nature fort différente des élevages de veaux d'embouche, de bouvillons ou de veaux lourds, nous avons tenté de différencier l'information entre ces types d'élevages. À cet effet, nous avons constaté qu'au Québec, 88 % des vaches de boucherie appartenaient à des exploitations déclarant des revenus inférieurs à 250 000 \$ et que 80 % des bouvillons appartenaient à des exploitations déclarant des revenus de 250 000 \$ et plus. Nous estimons aussi que la grande majorité des exploitations de veaux lourds se situe dans la strate de revenus de 250 000 \$ et plus.

L'Ontario présente à peu près la même répartition en ce qui concerne les vaches de boucherie, mais diffère dans la répartition des bouvillons alors que 38 % des bouvillons appartiennent à des exploitations déclarant des revenus inférieurs à 250 000 \$. Nous supposons qu'il s'agit de bouvillons en semi-finition dans les fermes de veau d'embouche et que cette pratique est plus développée en Ontario qu'au Québec.

Tableau 22 Répartition du cheptel par catégorie de revenu - exploitations spécialisées 2003 (en pourcentage)

Strate de revenus	Québec		Ontario		Canada	
	Moins de 250 000 \$	250 000 \$ et plus	Moins de 250 000 \$	250 000 \$ et plus	Moins de 250 000 \$	250 000 \$ et plus
Nombre d'exploitations	85,5	14,5	87,9	12,1	89,4	10,6
Vaches de boucherie	88,4	11,6	88,9	11,1	77,1	22,9
Bouvillons	19,7	80,3	37,8	62,2	22,9	77,1
Veaux lourds	19,0	81,0	40,4	59,6	39,6	60,4
Total - Bovins et veaux	59,4	40,6	65,2	34,8	62,9	37,1

Source : Compilation MAPAQ à partir de données de SESA, Statistique Canada

Puisque Statistique Canada nous permet d'obtenir des informations par strate de revenu, nous estimerons que les résultats relatifs à la strate de revenus inférieurs à 250 000 \$ seront représentatifs des résultats relatifs aux élevages de veau d'embouche.

Les résultats des exploitations aux revenus d'exploitation de 250 000 \$ et plus : la situation mixte des producteurs de bouvillons et de veaux lourds

¹ Fiches d'enregistrement, MAPAQ, 2000 et 2004

² SESA, Statistique Canada

Mise en garde

Actuellement, les données de Statistique Canada ne nous permettent pas de distinguer les résultats des producteurs de bouvillons de ceux des producteurs de veaux lourds.

Ces deux groupes sont représentés dans la strate de revenus de 250 000 \$ et plus, mais les résultats moyens de cette strate cachent des différences importantes entre les deux types de production. En l'absence d'autres sources de données disponibles qui nous permettraient de faire une distinction plus précise, nous présentons tout de même dans les sections suivantes, à titre indicatif, les résultats des exploitations ayant des revenus de 250 000 \$ et plus. Nous apporterons des précisions à ce sujet à partir des modèles de ferme des programmes d'assurance-stabilisation lorsque cela sera possible.

3.1.1.2.1 Le bilan des exploitations spécialisées

Tableau 23 Bilan des exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins de boucherie au Québec (moyenne en dollars par exploitation)

	Ensemble des élevages de bovins de boucherie Nombre en 2003 : 5 070			Exploitations plutôt spécialisées dans l'élevage de veaux d'embouche Nombre en 2003 : 4 460			Exploitations déclarant un revenu de 250 000\$ et plus Nombre en 2003 : 610		
	1999	2003	Croissance 2003/1999 (%)	1999	2003	Croissance 2003/1999 (%)	1999	2003	Croissance 2003/1999 (%)
Actifs à court terme	43 406	74 000	70,5	20 420	25 350	24,1	247 162	366 185	48,2
Actifs à long terme ¹	352 992	449 571	27,4	293 628	360 657	22,8	576 167	744 305	29,2
Total des actifs	396 398	523 571	32,1	314 047	386 007	22,9	823 329	1 110 491	34,9
Passifs à court terme	14 248	36 512	156,3	4 224	8 409	99,1	108 985	210 096	92,8
Passifs à long terme	54 993	94 850	72,5	34 244	57 309	67,4	219 196	291 530	33,0
Total des passifs	69 241	131 363	89,7	38 468	65 718	70,8	328 182	501 626	52,8
Avoir net	327 157	392 208	19,9	275 579	320 289	16,2	495 147	608 865	23,0

¹ selon leur valeur marchande

Source : SESA, Statistique Canada

Les actifs

L'actif total agricole des producteurs spécialisés de l'ensemble du secteur de l'élevage de boucherie, évalué sur la base de leur valeur marchande, a été estimé à 2,4 G\$ en 2003, soit une moyenne de 524 000 \$ par exploitation. Ces producteurs possèdent 8,6 % des actifs agricoles du Québec et l'actif moyen de l'exploitation bovine est inférieur de 44 % à celui de l'ensemble des exploitations.

Les exploitations de veaux d'embouche : des actifs agricoles de 386 000 \$ par ferme en 2003, soit une croissance de 23 % depuis 1999

Les exploitations plutôt spécialisées dans la production de veaux d'embouche détiendraient 72 % des actifs du secteur de l'élevage de boucherie, soit une moyenne de 386 000 \$ par exploitation. Ces actifs auraient connu une croissance de 23 % entre 1999 et 2003.

Les exploitations déclarant des revenus de plus de 250 000 \$: des actifs agricoles de 1,1 M\$ par ferme en 2003, soit une croissance importante de 35 % depuis 1999

Les exploitations déclarant des revenus de 250 000 \$ et plus détiennent 28 % des actifs du secteur et possèdent en moyenne une valeur d'actifs de 1,1 M\$ par exploitation. Ces exploitations se distinguent aussi par une plus forte proportion d'actifs à court terme, soit 33 % de l'ensemble des actifs, sous la forme d'animaux en engraissement, dont 22,5 % de tous les actifs et d'intrants en stock représentant 6 % des actifs. La croissance de leurs actifs a été de 35 % durant la période de 1999 à 2003.

Les modèles de ferme de l'assurance-stabilisation nous indiquent que la valeur des actifs des exploitations de veaux lourds se distingue de celle des élevages de bouvillons. Elle serait nettement inférieure si bien que les actifs moyens des exploitations de bouvillons pourraient dépasser 1,5 M\$.

Une valeur des actifs inférieure à celle des exploitations ontariennes et canadiennes

Les exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins de boucherie du Québec affichent une valeur moyenne des actifs inférieure à celle de l'Ontario et du Canada dans son ensemble.

Tableau 24 Bilan comparatif entre le Québec, l'Ontario et l'ensemble du Canada, 2003

Ensemble des exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins					
	Québec	Ontario	Québec/Ontario (%)	Canada	Québec/Canada (%)
Actifs court terme	74 000	71 706	103,2	82 132	90,1
Actifs long terme	449 571	613 533	73,3	602 678	74,6
Total des actifs	523 571	685 238	76,4	684 810	76,5
Passifs court terme	36 512	30 922	118,1	28 152	129,7
Passifs long terme	94 850	68 094	139,3	72 172	131,4
Total des passifs	131 363	99 016	132,7	100 324	130,9
Avoir net	392 208	586 223	66,9	584 486	67,1
Exploitations plutôt spécialisées dans la production de veaux d'embouche					
Actifs court terme	25 350	38 379	66,1	34 921	72,6
Actifs long terme	360 657	522 410	69,0	466 065	77,4
Total des actifs	386 007	560 789	68,8	500 986	77,0
Passifs court terme	8 409	14 513	57,9	13 907	60,5
Passifs long terme	57 309	45 089	127,1	59 076	97,0
Total des passifs	65 718	59 601	110,3	72 983	90,0
Avoir net	320 289	501 188	63,9	428 003	74,8

Source : SESA, Statistique Canada

Les terres et les bâtiments constituent la plus grande part des actifs. Dans le cas des exploitations plutôt spécialisées dans l'engraissement, soit celles déclarant des revenus de 250 000 \$ et plus, les inventaires d'animaux constituent un poste important des actifs de même que la machinerie et les équipements. En général, au Québec, la croissance de la valeur moyenne des terres et des bâtiments est inférieure à celle du reste du Canada.

Tableau 25 Répartition des actifs (en pourcentage)

Exploitations plutôt spécialisées dans la production de veaux d'embouche									
	Québec			Ontario			Canada		
	1999	2003	Croissance 2003/1999	1999	2003	Croissance 2003/1999	1999	2003	Croissance 2003/1999
Terres et bâtiments	56,8	60,5	6,5	65,7	71,0	8,0	59,0	64,7	9,7
Machinerie et équipements	21,3	21,9	2,8	14,8	13,7	-7,5	17,0	16,5	-2,9
Cheptel en engraissement	3,5	3,0	-14,0	5,1	4,1	-20,3	3,7	3,1	-15,4
Cheptel reproducteur	11,3	8,5	-24,4	6,1	3,5	-43,8	12,9	7,5	-41,6
Intrants en stock	1,6	2,2	37,9	1,6	1,6	-5,3	1,6	2,2	35,8
Autres actifs	5,5	3,9	-29,7	6,5	6,2	-5,3	5,8	5,9	2,3
Exploitations déclarant un revenu de 250 000 \$ et plus									
Terres et bâtiments	48,8	47,7	-2,3	51,9	58,3	12,3	49,3	53,7	9,0
Machinerie et équipements	14,7	13,9	-5,7	11,6	12,8	10,6	13,4	14,4	7,6
Cheptel en engraissement	22,7	22,5	-0,8	15,3	12,8	-16,4	17,1	13,4	-21,6
Cheptel reproducteur	3,7	2,6	-31,5	3,7	2,2	-41,4	9,0	6,3	-30,3
Intrants en stock	3,8	6,1	62,9	2,9	2,8	-4,3	2,8	3,6	28,0
Autres actifs	6,3	7,2	15,2	14,6	11,1	-23,8	8,3 %	8,5	2,3

Source : SESA, Statistique Canada

La dette

Une dette moyenne par exploitation nettement inférieure à celle de l'ensemble des exploitations agricoles

La dette totale agricole des producteurs spécialisés de l'ensemble du secteur de l'élevage de bovins de boucherie a été estimée à 605 M\$ en 2003, soit une moyenne de 131 000 \$ par exploitation³. Ainsi, le taux d'endettement (passifs/actifs), selon la valeur marchande des actifs, serait de 25 %, un résultat comparable à la moyenne des entreprises agricoles. Les entreprises bovines comptent pour 8 % de la dette agricole du Québec et le montant de la dette moyenne de l'exploitation bovine est inférieur de 41 % à celui de l'ensemble des exploitations.

Les exploitations ayant des revenus de 250 000 \$ et plus sont davantage endettées que les exploitations de veaux d'embouche.

Les exploitations déclarant des revenus de 250 000 \$ et plus sont nettement plus endettées (46 %) que les exploitations de veaux d'embouche (17 %).

La croissance de la dette agricole a été plus importante que celle des actifs, si bien que le taux d'endettement est en croissance pour tous les types d'élevage.

Finalement, l'endettement est plus élevé au Québec qu'en Ontario ou au Canada (tableau 24).

³ SESA, Statistique Canada

L'avoir net

Une mesure de la valeur appartenant réellement aux exploitants

L'avoir net agricole des producteurs spécialisés dans la production de veaux d'embouche est estimé à 1,4 G\$ en 2003, soit une moyenne de 320 000 \$ par exploitation. Les exploitations déclarant des revenus de 250 000 \$ et plus se partagent, quant à elles, un avoir net agricole de 371 M\$, soit une moyenne de 609 000 \$ par exploitation. Cependant, cette moyenne cache des différences importantes entre la production de bouvillons et celle de veaux lourds. En effet, selon les modèles de ferme de l'assurance-stabilisation, les exploitations de bouvillons possèderaient un avoir net quatre fois supérieur à celui des producteurs de veaux lourds.

L'ensemble des exploitations du secteur de l'élevage de boucherie détient 9 % de l'avoir net agricole du Québec. Leur avoir net a connu une croissance de 20 % au Québec entre 1999 et 2003 (tableau 23), soit de 4 % par année.

Comme elles affichent une dette plus élevée et une valeur d'actif moindre, les exploitations bovines du Québec ont un avoir net inférieur à celui des exploitations de l'Ontario et du Canada dans son ensemble (tableau 24).

3.1.1.2.2 Les revenus et dépenses des exploitations bovines spécialisées

En 2003, les revenus agricoles de l'ensemble des exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins de boucherie ont été de 826 M\$. Il s'agit d'une moyenne par exploitation de 163 000 \$, ce qui est nettement inférieur à la moyenne de l'ensemble des exploitations agricoles, laquelle se situe à 265 000 \$.

Un revenu moyen par exploitation très faible et stable dans le cas des producteurs de veaux d'embouche

Un portrait plus détaillé nous indique que les exploitations du Québec, plus spécialisées dans la production de veaux d'embouche, ont un revenu moyen d'environ 56 000 \$ (tableau 26) en 2003, alors que les exploitations déclarant des revenus de 249 000 \$ et plus ont un revenu moyen de 950 000 \$. Aussi, le revenu moyen des producteurs de veaux d'embouche du Québec serait légèrement supérieur à celui des producteurs ontariens.

L'aide gouvernementale a compensé la baisse des revenus du bétail engendrée par la crise de l'ESB, au Québec comme dans le reste du Canada.

La croissance des revenus moyens par exploitation entre 1999 et 2003 a été plutôt faible dans le cas des exploitations de veaux d'embouche, alors qu'il a augmenté de 20 % des producteurs plus spécialisés dans l'engraissement (exploitations ayant des revenus de 250 000 \$ et plus). On observe cette tendance dans l'ensemble du Canada.

Une croissance des dépenses légèrement inférieure à celle des revenus

La croissance des dépenses, entre 1999 et 2003, a été légèrement inférieure à celle des revenus, sauf dans le cas des exploitations plutôt spécialisées dans la production de veaux d'embouche ailleurs qu'au Québec. La situation de ces exploitations, en Ontario et dans le reste du Canada, apparaît critique à la lumière de ces résultats.

Tableau 26 État des revenus et dépenses - moyenne par exploitation

	Exploitations plutôt spécialisées dans la production de veaux d'embouche			Exploitations déclarant un revenu de 250 000 \$ et plus		
	1999	2003	Croissance 2003/1999 (%)	1999	2003	Croissance 2003/1999 (%)
Québec						
Revenus - Bovins	32 266	26 809	-16,9	644 768	692 679	7,4
Autres revenus - Bétail	1 203	858	-28,7	21 482	23 415	9,0
Revenus - Cultures	2 882	2 582	-10,4	22 436	24 083	7,3
Palements gouvernementaux	11 904	18 887	58,7	70 894	173 237	144,4
Total des revenus	54 197	56 027	3,4	787 822	948 660	20,4
Dépenses d'exploitation	45 638	45 489	-0,3	767 036	912 682	19,0
Amortissement	6 552	7 601	16,0	27 158	34 427	26,8
Bénéfice net avant impôts	2 007	2 937	46,3	-6 372	1 551	--
Ontario						
Revenus - Bovins	35 960	32 723	-9,0	748 782	844 065	12,7
Autres revenus - Bétail	1 982	1 341	-32,3	32 710	23 351	-28,6
Revenus - Cultures	3 990	4 054	1,6	42 119	51 785	22,9
Palements gouvernementaux	1 730	3 333	92,6	11 819	59 289	401,6
Total des revenus	49 074	48 127	-1,9	877 855	1 034 514	17,8
Dépenses d'exploitation	46 562	50 328	8,1	843 389	980 806	16,3
Amortissement	5 688	6 092	7,1	24 437	31 375	28,4
Bénéfice net avant impôts	-3 176	-8 293	--	10 030	22 332	122,7
Canada						
Revenus - Bovins	41 845	36 980	-11,6	917 571	949 749	3,5
Autres revenus - Bétail	930	637	-31,5	17 771	15 207	-14,4
Revenus - Cultures	6 285	4 710	-25,1	58 361	53 462	-8,4
Palements gouvernementaux	2 534	8 238	225,1	16 454	93 257	466,8
Total des revenus	58 019	58 838	1,4	1 119 607	1 225 188	9,4
Dépenses d'exploitation	51 502	57 755	12,1	1 075 164	1 165 372	8,4
Amortissement	7 561	8 225	8,8	40 997	46 481	13,4
Bénéfice net avant impôts	-1 044	-7 142	--	3 446	13 335	286,9

Source : SESA, Statistique Canada

Des achats d'intrants importants

L'élevage spécialisé de bovins au Québec a généré des achats d'intrants autres que les animaux totalisant 355 M\$ en 2003, soit tout près de 10 % des achats de l'ensemble des producteurs agricoles. L'achat d'aliments destinés au bétail constitue de loin le poste le plus important, affichant une valeur de 162 M\$.

La valeur de l'amortissement déduit par les éleveurs spécialisés de bovins correspond à 55 M\$ en 2003, soit 9 % de celui déduit par l'ensemble des producteurs agricoles.

Des écarts relatifs à la part de certaines dépenses entre le Québec et l'Ontario

Nous constatons une part plus importante de l'achat de bovins en Ontario qu'au Québec pour les exploitations plutôt spécialisées dans l'élevage de veaux d'embouche. Ceci pourrait s'expliquer par la plus forte proportion de bouvillons, en Ontario, dans la strate de revenus associée aux élevages de veaux d'embouche. L'engraissement de bouvillons se ferait-il sur de plus petites fermes en Ontario qu'au Québec? Peut-il s'agir de la semi-finition?

Inversement, les frais divers qui incluent les cotisations aux programmes d'assurance, les réparations de machinerie, les frais d'intérêts, les assurances, les impôts fonciers et les salaires versés ont occupé en moyenne, entre 1999 et 2003, une part plus importante des dépenses au Québec. De même, la part des achats d'aliments a été plus élevée au Québec, mais seulement dans le cas des exploitations déclarant des revenus de 250 000 \$ et plus.

Concernant cette strate de revenus de 250 000 \$ et plus, les différences en ce qui a trait à l'achat de bovins (moins élevé au Québec) et à l'achat d'aliments (plus élevé au Québec), pourraient provenir de l'élevage de veaux lourds, qui occupe une place importante au Québec par rapport à l'Ontario et pour lequel l'achat d'animaux est probablement moindre et celui des aliments plus élevés, puisqu'ils sont en général achetés.

Tableau 27 Principales dépenses en pourcentage des dépenses totales - moyenne 1999-2003

	Exploitations plutôt spécialisées dans l'élevage de veaux d'embouche			Exploitations déclarant un revenu de 250 000 \$ et plus		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
Achats de bovins	15,4	28,8	21,7	50,0	66,6	58,9
Frais divers (y compris cotisations aux programmes d'assurance)	12,9	5,4	6,2	3,6	1,3	1,6
Réparations, permis et assurances	10,2	7,5	9,3	1,8	1,5	1,9
Aliments, compléments, paille et litière	10,1	11,7	10,2	23,1	12,0	17,2
Frais d'intérêts, nets	8,3	5,5	7,9	3,7	2,5	3,1
Carburant	6,1	6,6	8,5	1,1	1,3	1,4
Travaux à forfait et location de machines	5,0	5,6	5,7	4,3	2,8	3,7
Assurances	4,9	2,8	2,3	1,1	0,6	0,5
Réparations, bâtiments et clôtures	3,8	3,6	2,7	0,8	0,6	0,6
Impôts fonciers	3,8	2,4	2,8	0,5	0,3	0,4
Salaires (y compris cotisations RRQ et AC)	3,6	2,5	3,5	2,8	2,6	3,2
Engrais et chaux	3,0	3,4	4,2	1,0	1,4	1,6
Vétérinaire, médicaments et droit de monte	2,8	2,5	2,6	2,0	1,1	1,2
Électricité et chauffage (fraction agricole)	2,5	2,8	2,5	0,7	0,5	0,5
Semences et plants	2,0	2,5	1,9	0,8	1,1	0,7
Autres dépenses	5,6	6,3	8,2	2,8	3,7	3,4

Source : SESA, Statistique Canada

Une part nettement plus élevée des cotisations aux programmes d'assurance et des frais d'intérêt au Québec

Cette constatation, qui concerne particulièrement les exploitations de veaux d'embouche, est liée au fait que l'aide gouvernementale, par l'entremise de l'assurance-stabilisation, est plus importante au Québec qu'en Ontario, et que la contribution des producteurs représente le tiers des compensations à moyen et long terme. Cet écart avec l'Ontario s'élève à 7,5 % des dépenses dans le cas des éleveurs de veaux d'embouche. Ainsi, on peut penser que si l'aide gouvernementale n'existait pas, les éleveurs du Québec réduiraient d'autant leurs dépenses.

Les frais d'intérêts plus élevés au Québec vont dans le même sens que l'endettement plus élevé. Ces frais, de même que les coûts d'assurance, augmentent de presque 5 % les dépenses des exploitations de veaux d'embouche du Québec par rapport à celles de l'Ontario.

3.1.1.2.3 La rentabilité des exploitations bovines spécialisées

Une rentabilité très faible partout au Canada

La rentabilité des exploitations spécialisées dans l'élevage de bovins de boucherie est très faible, voire inexistante, si l'on se fie aux déclarations fiscales (SESA, Statistique Canada). Compte tenu du statut juridique non incorporé d'une forte proportion de ces entreprises, soit 90 %, il faut se rappeler que le bénéfice net avant impôts inclut également une partie de la rémunération des exploitants.

La situation des fermes ontariennes, plutôt spécialisées dans le veau d'embouche, apparaît encore une fois plus critique que celle des exploitations du Québec.

La rentabilité des exploitations déclarant des revenus de 250 000 \$ et plus, celles plutôt spécialisées dans l'engraissement, est particulièrement précaire, et ce, partout au Canada.

Tableau 28 Bénéfice net avant impôts (BNAI), moyenne 1999-2003
(en pourcentage des revenus d'exploitation)

	Exploitations plutôt spécialisées dans l'élevage de veaux d'embouche			Exploitations déclarant un revenu de 250 000 \$ et plus		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
Dépenses d'exploitation	83,4	97,8	89,3	97,3	96,0	95,1
Bénéfice net avant amortissement	16,6	2,2	10,7	2,7	4,0	4,9
Amortissement	12,7	12,2	13,0	3,1	3,0	3,6
Bénéfice net après amortissement	3,8	-10,0	-2,3	-0,4	1,0	1,2

Source : SESA, Statistique Canada

Que deviendrait la rentabilité sans aide gouvernementale? Voici une estimation

Au Québec, un déficit important et plus élevé que dans le reste du Canada.

En excluant l'aide gouvernementale et les cotisations payées par les producteurs pour les programmes gouvernementaux, pour la période de 1999 à 2003, le tableau 29 démontre que les exploitations du Québec seraient alors en situation financière encore plus critique que celles du reste du Canada.

Tableau 29 Bénéfice net avant impôts (BNAI) et avant l'aide gouvernementale, moyenne 1999-2003
(en pourcentage des revenus d'exploitation)

	Exploitations plutôt spécialisées dans l'élevage de veaux d'embouche			Exploitations déclarant un revenu de 250 000 \$ et plus		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
Bénéfice net avant amortissement	3,6	3,4	8,8	-5,3	2,5	3,0
Amortissement	16,7	12,8	14,1	3,5	3,1	3,8
Bénéfice net après amortissement	-13,2	-9,4	-5,3	-8,8	-0,6	-0,8

Source : Compilation du MAPAQ à partir des données du SESA, Statistique Canada

Des revenus hors ferme plus importants que le bénéfice net des exploitations

En 2003, le revenu hors ferme (gains en capitaux exclus) des exploitants des fermes spécialisées dans l'élevage de bovins de boucherie était d'environ 27 000 \$ par exploitation, une valeur légèrement inférieure à celle de la moyenne de l'ensemble des exploitations agricoles.

3.1.2 Les transformateurs

Les entreprises spécialisées dans la transformation de viande bovine, bien que peu nombreuses, génèrent des emplois et des ventes relativement importantes.

Nous avons recensé, en 2004, 122 entreprises impliquées dans la transformation de viande bovine, en tout ou en partie⁴. Ces entreprises génèrent 6 300 emplois et des recettes totales évaluées à 1,8 G\$, soit environ 50 % de la valeur de l'ensemble des livraisons manufacturières de viande rouge. **Il faut bien comprendre cependant que la presque toutes ces entreprises traitent l'ensemble des viandes.** En effet, seulement 13 de ces entreprises sont spécialisées dans la transformation de bovins (y compris le veau). Elles génèrent 900 emplois et un chiffre d'affaires estimé à 500 M\$.

Un peu plus du quart de ces entreprises font de l'exportation internationale tandis qu'un peu plus de la moitié font du commerce au Québec seulement.

Concernant les territoires de vente, 33 entreprises de transformation (27 %) déclarent exporter, 46 (38 %) faire des ventes en Ontario et dans le reste du Canada, 66 (54 %) mentionnent ne faire du commerce qu'à l'intérieur du Québec et 32 (26 %) ne faire que des ventes régionales.

Des achats d'intrants d'une valeur de 255 M\$, soit 2,5 % des achats du secteur de la fabrication des aliments

Les activités d'abattage de bovins génèrent des achats d'intrants non agricoles (matériel, fournitures, combustibles et électricité) d'une valeur estimée à 195 M\$. Les activités de transformation de viande bovine occasionneraient des achats supplémentaires d'intrants totalisant 60 M\$. La contribution de l'ensemble des activités d'abattage et de transformation de viande bovine représenterait 2,3 % de l'ensemble de ces achats pour tout le secteur de fabrication d'aliments.

⁴ Compilation du MAPAQ à partir de données du Centre de recherche industriel du Québec (CRIQ)

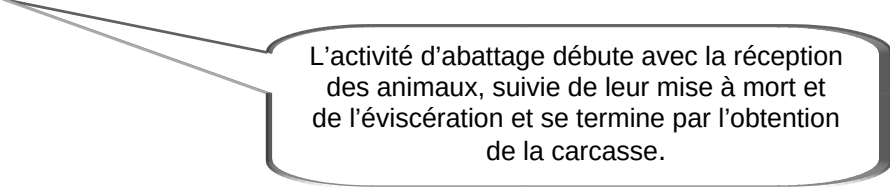
Le transport des animaux : une dépense estimée à 8,7 M\$

Nous estimons que le transport des animaux vivants jusqu'à leur lieu d'abattage au Québec a généré une dépense totale de 8,7 M\$, généralement assumée par les différents acheteurs. Près de 60 % de cette dépense aurait été déboursée par des acheteurs du Québec, principalement pour des vaches de réforme destinées à l'abattage.

Une valeur ajoutée de 80 M\$

La valeur ajoutée du secteur de la transformation de viande bovine s'établit à 80 M\$ selon nos estimations, en baisse d'environ 6 % depuis le sommet atteint en 2001.

3.1.2.1 L'abattage

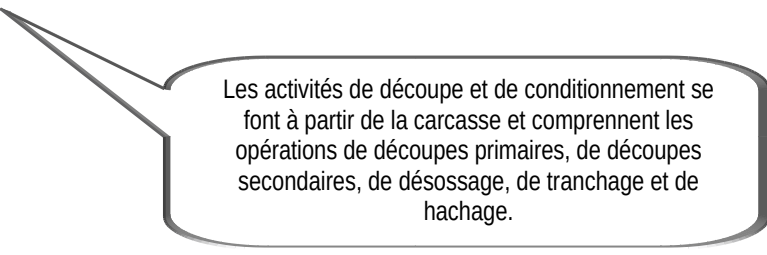


L'activité d'abattage débute avec la réception des animaux, suivie de leur mise à mort et de l'éviscération et se termine par l'obtention de la carcasse.

Sept abattoirs spécialisés dans l'abattage de bovins et de veaux

L'activité d'abattage est présente chez 43 transformateurs. Ces entreprises génèrent près de 1 100 emplois et un chiffre d'affaires estimé à 235 M\$. L'abattage constitue la principale activité de 24 d'entre elles (660 emplois et 180 M\$ de chiffre d'affaires). L'abattage des veaux lourds, provenant des 5 abattoirs spécialisés, génère à lui seul 300 emplois et 90 M\$ de chiffre d'affaires. Le Québec compte également un abattoir spécialisé dans l'abattage de bouvillons et un autre dans l'abattage d'animaux de réforme.

3.1.2.2 La découpe et le conditionnement



Les activités de découpe et de conditionnement se font à partir de la carcasse et comprennent les opérations de découpes primaires, de découpes secondaires, de désossage, de tranchage et de hachage.

La **découpe et le conditionnement** de la viande sont des activités pratiquées par 43 entreprises de transformation et celles-ci génèrent près de 1 650 emplois et un chiffre d'affaires estimé à 460 M\$. De ce nombre, 23 entreprises sont spécialisées dans la découpe et le conditionnement, puisqu'elles ne font pas d'opérations d'abattage. Ces entreprises génèrent 1 200 emplois et un chiffre d'affaires de 400 M\$.

3.1.2.3 La surtransformation

Les activités de surtransformation partent en général de découpes secondaires désossées sur lesquelles sont appliqués des procédés industriels de mélange, de moulage, de cuisson, d'adjonction ou d'autres types de conditionnement. Elles peuvent recouper, selon l'interprétation des industriels, les activités de découpe et de conditionnement de la définition précédente. Dans le cas de la présente monographie, elles excluent les opérations effectuées par les détaillants.

La surtransformation de la viande bovine, par exemple en charcuterie, en saucisses, en viande à fondue chinoise, en mets préparés ou en préparations en portions normalisées, est réalisée par 56 entreprises de transformation. Ces entreprises emploient quelque 4 000 employés et réalisent un chiffre d'affaires global de près de 1,2 G\$, pour l'ensemble de leurs produits qui ne sont pas uniquement du bœuf.

3.1.3 Les distributeurs de viande bovine

Nous avons recensé, en 2004, 146 entreprises impliquées dans la distribution de viande bovine, en tout ou en partie⁵. Ces entreprises sont responsables de 4 500 emplois (excluant ceux des grands distributeurs Métro et Sobey's et Provigo-Loblaws). **Presque toutes ces entreprises distribuent aussi d'autres produits que la viande bovine.** Une étude récente estime à 45 % la part de la viande bovine dans le chiffre d'affaires des distributeurs impliqués dans la distribution de viande bovine, pour une valeur de 1,6 G\$⁶.

Parmi les 146 entreprises recensées, nous distinguons différents types de distributeurs. La majorité d'entre eux, soit 68 %, sont des grossistes-distributeurs (2 800 emplois et chiffre d'affaires de 2 G\$, exception faite des 3 grandes chaînes). Un nombre important, soit 18 %, sont d'abord des fabricants (1 700 emplois et chiffre d'affaires de 630 M\$). Les courtiers de commerce représentent 5 % de ces entreprises (80 emplois et 56 M\$ de chiffre d'affaires). Finalement, on trouve 3 maisons de commerce international, 1 importateur, 1 agent commercial et 3 détaillants-distributeurs ayant un impact mineur sur les emplois et le chiffre d'affaires global du secteur.

Les activités de surtransformation partent en général

Grossiste-distributeur : commerçant spécialisé dans le commerce de gros. En général, il achète les produits de fabricants ou d'autres grossistes pour les revendre aux détaillants ou à d'autres grossistes.

Courtier de commerce : mandataire ayant le statut de commerçant qui agit soit à la vente, soit à l'achat pour le compte d'un ou de plusieurs mandants. Il ne possède pas les biens transigés et est rémunéré par commission.

⁵ Compilation du MAPAQ à partir de données du CRIQ

⁶ *Portrait détaillé du commerce de la viande bovine au Québec*, Zins Beauchesne

Concernant les territoires de vente, 29 de ces entreprises (20 %) déclarent exporter, 52 (36 %) déclarent faire des ventes en Ontario et dans le reste du Canada, 88 (60 %) mentionnent ne faire du commerce qu'à l'intérieur du Québec et 61 (42 %) affirment ne faire que des ventes régionales.

La distribution de la viande bovine se concentre principalement sur des produits provenant des bouvillons, car ils représentent 68 % des achats. Les supermarchés sont les principaux clients des distributeurs, puisqu'ils accaparent les deux tiers de leurs ventes.

3.1.4 Les détaillants

Nous estimons qu'en 2004, le produit de viande bovine était offert aux consommateurs québécois dans 1 978 épicerie (832 supermarchés et 1 146 autres types d'épicerie) et dans 559 boucheries. Près de 1 500 épicerie, soit 97 % des supermarchés et 60 % des autres types d'épicerie, sont sous l'enseigne des 3 grands distributeurs (Provigo-Loblaws, Sobey's et Métro).

Les boucheries réaliseraient, au Québec, des ventes d'environ 450 M\$, soit environ 17 % des dépenses alimentaires de l'ensemble du secteur des viandes.

3.2 Les performances financières comparées des différents maillons

Quatre ratios retenus

Nous avons retenu quatre ratios financiers pour évaluer la performance financière, soit le bénéfice net avant impôts (BNAI), le rendement des capitaux propres, le taux d'endettement et le fonds de roulement. Ces informations proviennent de données fiscales de sociétés par actions. Le fait de comparer les résultats de sociétés par actions permet d'enlever le biais que peut créer la rémunération des exploitants. En effet, dans le cas d'exploitations non incorporées, c'est-à-dire individuelles ou en société de personnes, les résultats financiers n'incluent pas le salaire des exploitants, ceux-ci étant inclus dans le bénéfice net. Dans le cas des sociétés par actions, le salaire des exploitants est inclus dans les dépenses et les résultats sont donc comparables d'une société à l'autre. Ainsi, **les résultats de cette section concernant les producteurs agricoles peuvent différer de ceux présentés précédemment concernant l'ensemble des exploitations spécialisées et non seulement les sociétés par actions, comme ci-après.**

Le bénéfice net avant impôts (BNAI) indique la valeur du bénéfice en pourcentage des recettes d'exploitation, après déduction de tous les frais incluant l'amortissement, à l'exception des frais fiscaux.

Le rendement des capitaux propres permet de mesurer le rendement financier obtenu par les propriétaires (investisseurs). Il se mesure en divisant le bénéfice après impôts par l'avoir net des actionnaires.

Le taux d'endettement est ici mesuré en termes des passifs totaux sur les actifs totaux. Il indique quelle portion des actifs est financée par des emprunts ou d'autres éléments de la dette.
Le fonds de roulement mesure la capacité d'une entreprise de régler facilement ses dettes à court terme. Il est mesuré en termes d'actifs à court terme sur les passifs à court terme.

3.2.1 La performance des entreprises de moins de 5 M\$ de revenus

Le tableau 30 donne les ratios financiers des entreprises dont les revenus sont inférieurs à 5 M\$, la strate dans laquelle nous trouvons la presque totalité des sociétés agricoles. Nous donnons aussi les résultats obtenus par le groupe de tête et le groupe de queue pour chacun de ces ratios, ce qui permet de juger de la variabilité des performances.

Tableau 30 Performances financières des sociétés dont les recettes sont inférieures à 5 M\$, pour chaque maillon des filières bovines du Québec - moyenne 1999-2003

	Quartile	BNAI	Taux d'endettement passif/actif	Rendement du capital propre	Fonds de roulement
Producteurs de bovins Nombre en 2003 : 262	25 % supérieur	13,78	0,49	24,64	2,92
	Moyen	3,80	0,74	8,25	1,46
	25 % inférieur	-2,45	0,98	-1,37	0,83
Producteurs laitiers Nombre en 2003 : 2 926	25 % supérieur	19,38	0,50	18,89	2,96
	Moyen	9,45	0,74	8,62	1,47
	25 % inférieur	0,54	0,98	0,88	0,73
Abattoirs Nombre en 2003 : 43	25 % supérieur	7,55	0,31	24,45	4,18
	Moyen	2,32	0,64	13,16	1,34
	25 % inférieur	-0,38	0,96	2,73	0,79
Transformateurs ¹ Nombre en 2003 : 55	25 % supérieur	6,47	0,36	41,35	3,00
	Moyen	2,11	0,69	14,99	1,41
	25 % inférieur	-1,06	0,92	-1,12	0,78
Distributeurs ² Nombre en 2003 : 118	25 % supérieur	2,98	0,44	37,94	2,38
	Moyen	0,80	0,78	12,78	1,27
	25 % inférieur	-0,49	1,03	2,03	0,84
Supermarchés ³ Nombre en 2003 : 1 229	25 % supérieur	2,26	0,46	29,82	2,70
	Moyen	0,68	0,75	10,79	1,60
	25 % inférieur	-0,84	0,99	-1,26	1,02
Boucherie Nombre en 2003 : 477	25 % supérieur	3,37	0,42	42,57	2,23
	Moyen	1,16	0,72	18,53	1,19
	25 % inférieur	-0,52	1,05	3,26	0,67
Industries manufacturières Nombre en 2003 : 13 910	25 % supérieur	9,58	0,40	39,52	2,64
	Moyen	3,26	0,68	16,19	1,47
	25 % inférieur	-1,56	0,96	1,72	0,92

¹ Transformateurs de viande

² Grossistes-distributeurs de viande rouge

³ Supermarchés et épiceries

Source : *Indicateurs de performance financière des entreprises canadiennes (IPF)*, Statistique Canada

Le bénéfice net avant impôts

Les éleveurs affichent un bénéfice net plus élevé, surtout ceux du groupe de tête...

Les résultats indiquent que le bénéfice net avant impôts des éleveurs (3,80 %) est le plus élevé de la filière bovine, devançant celui des abattoirs (2,32 %), celui des transformateurs (2,11 %), celui des boucheries (1,16 %), celui des grossistes-distributeurs de viande rouge (0,80 %) et finalement, celui des supermarchés (0,68 %). Le résultat des éleveurs de bovins est également supérieur, mais dans une moindre mesure, à celui de l'ensemble des entreprises manufacturières du Québec (3,26 %) et à celui des éleveurs de porcs (3,24 %). Cependant, il est de 2 à 3 fois inférieur à celui des autres principales productions agricoles, à savoir les céréales, le lait et la volaille. Finalement, on constate que les exploitations bovines les plus performantes, le groupe des 25 % de tête, ont des performances qui se démarquent du reste de la filière.

... mais un ratio difficilement comparable à l'intérieur d'une filière.

Il faut cependant se rappeler qu'il est normal que le bénéfice net des maillons en début de filière soit supérieur à celui des maillons en fin de filière. En effet, ce ratio est basé sur le chiffre d'affaires qui cumule la valeur des maillons précédents au fur et à mesure que l'on avance dans la filière. Le rendement du capital propre constitue une meilleure mesure pour comparer la performance des différents maillons d'une filière.

Le rendement du capital propre

Les exploitations agricoles ont le rendement le plus faible de la filière.

Le rendement du capital propre reflète la valeur de ce capital en termes de placements. Les exploitations bovines en particulier affichent, au cours des 5 dernières années, un rendement moyen de 8,25 % qui équivaut à la moitié de celui de l'ensemble des industries manufacturières, lequel est de 16 %. Dans la filière, les résultats sont présentés en ordre croissant, soit 10,75 % (supermarchés), 12,75 % (grossistes-distributeurs de viande rouge), 13 % (abattoirs), 15 % (transformateurs) et 18,5 % (boucheries). Les exploitations bovines les plus performantes, à savoir le groupe des 25 % de tête, ont obtenu un rendement de 24,6 %, soit la meilleure performance parmi les principales productions agricoles.

Un résultat particulièrement élevé pour les boucheries

Les boucheries, qui constituent un réseau privilégié de vente des viandes, affichent des résultats financiers particulièrement intéressants, notamment en ce qui concerne le rendement du capital propre.

Le taux d'endettement

Peu de variation du taux d'endettement entre les acteurs de la filière

Tous les acteurs de la filière bovine affichent un taux d'endettement relativement semblable à celui de l'ensemble des entreprises manufacturières. Par contre, il a tendance à augmenter chez les producteurs agricoles et plutôt à diminuer dans le cas des autres maillons de la filière.

Le fonds de roulement

Un fonds de roulement un peu plus élevé chez les éleveurs que chez les autres acteurs de la filière

Finalement, concernant le fonds de roulement qui témoigne de la liquidité disponible à court terme, les entreprises d'élevages bovins affichent un aussi bon rendement que la moyenne des entreprises manufacturières, soit un ratio moyen de 1,46. Dans la filière bovine, seuls les supermarchés obtiennent un meilleur résultat, soit un ratio de 1,6. Viennent ensuite les transformateurs (1,41), les abattoirs (1,34), les grossistes-distributeurs de viande rouge (1,27) et finalement, les boucheries (1,19). Dans ce dernier cas, la marge de manœuvre à court terme est très serrée. Il est normalement reconnu de tenir un ratio de 2, mais comme on peut le constater, peu de secteurs l'obtiennent. À cet effet, le groupe de tête de tous ces secteurs dépasse cette norme.

3.2.2 Les performances des sociétés dont les recettes sont supérieures à 5 M\$

Une performance financière semblable à celle des sociétés plus modestes

Mise en garde : L'activité liée aux produits de bovins occupe une place minime parmi les opérations de l'ensemble de ces entreprises.

Il est intéressant de constater que la performance financière des entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse 5 M\$ n'est pas meilleure même si elle s'approche de celles des entreprises plus modestes. Seul le rendement du capital propre des grands supermarchés, à près de 16 %, est supérieur à celui des supermarchés au chiffre d'affaires plus modeste.

**Tableau 31 Performances financières moyennes des sociétés
dont les recettes sont supérieures à 5 M\$
Canada, moyenne 2000-2003**

	Nombre en 2003	BNAI	Taux d'endettement passif/actif	Rendement du capital propre	Fonds de roulement
Transformateurs ¹	1 003	1,93	0,70	11,95	1,30
Distributeurs ²	1 328	1,38	0,73	15,68	1,30
Magasins d'alimentation	1 590	1,20	0,78	15,73	1,23
Industries manufacturières	6 407	3,83	0,65	13,35	1,48

¹ Fabrication d'aliments et de boissons gazeuses

² Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons, de tabac et de produits agricoles

Source : IPF, Statistique Canada

3.2.3 Performances financières des exploitations bovines – les sociétés – du Québec comparées à celles de l'Ontario et de l'ensemble du Canada

Les résultats indiquent un bénéfice net avant impôts très similaire. Ils confirment aussi un taux d'endettement inférieur en Ontario et dans l'ensemble du Canada. Par contre, le rendement du capital propre est plus intéressant au Québec. Finalement, la marge de manœuvre financière à court terme des exploitations en Ontario et dans l'Ouest canadien serait plus grande, tel que l'indique le fonds de roulement.

Tableau 32 Analyse de quatre ratios financiers des exploitations bovines – les sociétés moyenne 1999-2003

Strate d'entreprises	Québec			Ontario			Canada		
	25 % supérieur	Moyen	25 % inférieur	25 % supérieur	Moyen	25 % inférieur	25 % supérieur	Moyen	25 % inférieur
BNAI	13,8	3,8	-2,5	15,8	3,8	-6,3	19,4	3,9	-8,9
Taux d'endettement passif/actif	0,49	0,74	0,99	0,34	0,61	0,9	0,33	0,63	0,92
Rendement du capital propre	24,6	8,3	-1,4	17,0	5,6	-3,6	19,3	7,6	-4,6
Fonds de roulement	2,92	1,46	0,85	6,24	1,74	0,86	5,66	2,01	0,97

Source : IPF, Statistique Canada

CHAPITRE 4

Les parts de marché et les prix : des indicateurs de la compétitivité sur les marchés

La compétitivité est définie de façon globale comme la capacité d'accroître ou de maintenir ses parts de marché d'une façon rentable et soutenue¹.

Dans une perspective principalement économique, la compétitivité serait la capacité d'offrir, sur un marché donné, soit un produit similaire ou une combinaison de produits similaires, à un prix égal² ou inférieur à la concurrence et en volume suffisant pour l'acheteur, soit un produit différencié ou spécifique.

La compétitivité sera considérée sur les principaux marchés ainsi qu'à travers l'évolution du prix à différentes étapes du processus, de la terre à la table.

4.1 Le marché du Québec

4.1.1 Les parts de marché

Au chapitre du bœuf, l'approvisionnement québécois est en croissance, au détriment du reste du Canada

Entre 2000 et 2004, la production québécoise de viande de bœuf ne représentait en moyenne que 12 % du marché de la consommation de viande de bœuf du Québec, en termes de volume. La production de l'Ouest canadien et de l'Ontario a accaparé près de 70 % de ce marché et les importations, 18 %.

Tableau 33 Estimation de la part de marché québécois détenue par les principaux fournisseurs de viande de bœuf (en pourcentage)

Provenance	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Québec	9,4	6,9	7,0	14,5	20,6	11,8
Reste du Canada	78,1	73,9	72,0	63,2	61,6	69,7
Importations	12,5	19,1	21,0	22,3	17,8	18,5
Uruguay	2,6	3,8	0,0	11,1	8,5	5,3
Nouvelle-Zélande	3,2	7,2	8,2	5,8	4,1	5,7
États-Unis	0,7	0,5	0,9	1,2	3,9	1,4
Australie	3,1	7,1	11,9	4,2	1,3	5,5
Argentine	2,9	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0

¹ AAC

² Ainsi, une fois établis la qualité, l'aspect sanitaire, l'assurance d'approvisionnement suffisant et la relation de confiance, la décision d'achat sur un marché repose en grande partie sur le prix. Il s'agit bien sûr du prix à destination, qui tient compte de facteurs comme le coût de transport, les frais de courtage et les tarifs douaniers.

Mise en garde : une partie des volumes en provenance du reste du Canada peuvent être des importations internationales, entrant au Canada par les autres provinces, pour ensuite être dirigées vers le Québec. Nous ne sommes pas en mesure de bien évaluer l'ampleur de ces échanges, mais nous estimons qu'ils sont peu importants.

La part de la production du Québec est cependant en nette croissance et atteignait 21 % en 2004. La crise de l'ESB a sans aucun doute favorisé cette croissance en augmentant l'abattage au Québec et en limitant les exportations. Ce sont surtout les arrivages du reste du Canada qui ont subi le contrecoup en perdant presque 10 % du marché québécois à la suite de la crise. La part des importations, qui était en croissance avant la crise, a aussi reculé en 2004. L'Uruguay fournissait à lui seul près de 9 % du marché québécois en 2003 et 2004 et représentait près de 50 % des importations. Quant à la croissance de la part de marché des États-Unis, elle n'est sûrement pas étrangère à la remontée du taux de change canadien.

L'engagement d'accès du Canada limite à 76 409 tonnes le volume des importations de bœuf provenant des pays qui ne font pas partie de l'ALENA, dont un volume de 35 000 tonnes est alloué à l'Australie et d'environ 29 600 tonnes, à la Nouvelle-Zélande. Le volume restant est disponible sans être alloué à un pays spécifique. Les importateurs canadiens peuvent demander des permis d'importation supplémentaires, sans tarif douanier. Dans ce cas, le prix ne peut être inférieur à celui des importations aux États-Unis pour des produits similaires. Du 18 juillet 2003 au 22 avril 2004, aucun permis supplémentaire n'a cependant été délivré. Cette restriction a ensuite été levée, mais les importateurs doivent faire la preuve que le produit n'est pas disponible au Canada à un prix compétitif.

En 2003 et surtout en 2004, en dehors de la période de restriction, l'Uruguay exportait au Canada des volumes significatifs de bœuf grâce à un permis supplémentaire, mais le prix de ces produits ne devait pas être inférieur de 0,11 \$/lb aux produits comparables de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande.

Au chapitre du veau, l'approvisionnement est presque entièrement québécois.

Les importations combleraient moins de 1 % de la consommation de veau. En moyenne, pour la période 2000-2004, 1 036 tec de viande de veau ont été importées, dont 54 % provenant d'Australie, 35 %, des États-Unis et 11 %, de la Nouvelle-Zélande. Il s'agit principalement de morceaux de viande désossés et congelés. La production étant excédentaire, tant au Québec qu'en Ontario, et nous pensons que les échanges se font en partie vers le reste du Canada, mais surtout vers les États-Unis.

4.1.2 La comparaison des prix d'approvisionnement

Comme il n'est pas facile d'obtenir des données comparables concernant les prix, nous avons retenu les données de référence suivantes pour établir la comparaison du prix d'approvisionnement.

Le prix de gros sur le marché de Montréal comme reflet du prix de vente des transformateurs du Québec

Aux fins de comparaison, nous retenons, pour le marché de Montréal, le prix de gros fourni par Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC). Ces données proviennent d'une enquête hebdomadaire menée auprès des transformateurs. Il s'agit majoritairement de prix de vente à la livraison aux magasins de détail.

Il n'y a pas d'enquêtes équivalentes sur d'autres marchés canadiens qui nous permettraient d'établir un prix de gros comparable pour l'ensemble du Canada.

La valeur des importations par unité importée³ comme reflet du prix de vente des transformateurs internationaux

La valeur des importations comprend le prix de vente ainsi que les frais de transport et les autres frais connexes jusqu'au dernier lieu d'expédition dans le pays exportateur. Il n'inclut donc pas le coût du transport entre ce dernier lieu d'expédition et l'entrée des marchandises au Canada. À titre indicatif, une étude américaine⁴ évaluait le coût de transport de Los Angeles à Tokyo à l'équivalent de 0,72 \$CA du kg pour le dernier trimestre de 2004.

Le coût de transport représente évidemment un avantage concurrentiel des transformateurs québécois sur le marché québécois.

Le tableau 34 donne un aperçu du prix de gros de la viande de bœuf selon la provenance et la destination. Comme il s'agit d'un prix moyen toutes coupes de viande confondues, il est possible et même fort probable qu'une partie de la variation de prix soit due à des coupes différentes.

Tableau 34 Viande de bovins (veau exclu)
Prix de gros comparés, moyenne 2000-2004, sur la base du poids réel

			Québec (\$ CA/kg)	Canada (\$ CA/kg)
Marché intérieur (Montréal)	Viande de bouvillons		5,37	
	Viande de vache de réforme		3,21	
		DE	VERS	
Importations	Boeuf frais ou réfrigéré	États-Unis	5,38	5,32
		Uruguay	4,50	4,69
		Australie	6,61	6,32
		Nouvelle-Zélande	4,27	5,63
		Toutes provenances	5,61	5,40
	Boeuf congelé	Uruguay	3,14	3,09
		Nouvelle-Zélande	2,88	2,88
		Australie	2,98	2,85
		États-Unis	3,76	3,88
		Toutes provenances	2,83	2,83

Sources : AAC, Statistique Canada et ISQ

³ Compilation du MAPAQ à partir des données de Statistique Canada

⁴ Ocean rate bulletin, USDA

La Nouvelle-Zélande, l'Australie et l'Uruguay : des prix très compétitifs pour leurs produits congelés

Les importations nous parviennent principalement sous forme congelée (76 %). Les produits de bœuf congelés, qui représentent 95 % des importations en provenance de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de l'Uruguay, se situent à la moitié du prix des produits frais. L'écart de prix est variable selon les coupes et le coût de transport ne justifie pas à lui seul cet écart. Nous estimons que le prix des principaux produits congelés en provenance de ces trois pays demeurera inférieur de 25 % à leur équivalent frais sur le marché de Montréal.

Tableau 35 Écart de prix entre le marché de Montréal et les importations de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'Uruguay au Québec, moyenne 2000-2004

Catégories de coupes de bœuf	(%) ¹	Prix ²	Prix Montréal ³	Écart ⁴ (%)
Ronde (noix, extérieur, intérieur), poitrine extérieure et pointe de surlonge congelées	36,2	3,33	4,77	43,1
Morceaux de bovins frais	1,2	4,06	4,01	-1,1
Morceaux de bovins congelés	29,2	2,51	4,01	59,6
Bloc d'épaule congelé	8,8	2,46	4,13	68,2
Quartier avant frais	0,1	3,13	3,97	26,8
Quartier avant congelé	9,7	2,40	3,97	65,3
Cuisse fraîche	0,2	3,61	5,12	41,8
Cuisse congelée	3,1	2,73	5,12	87,4
Pointe de poitrine congelée	2,0	2,30	2,57	11,8
Longe fraîche	1,2	6,51	9,23	41,8
Côtes désossées fraîches	0,8	6,56	8,17	24,5
Côtes non désossées fraîches	0,5	5,87	8,17	39,1

¹ De l'ensemble des quantités importées de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'Uruguay

² Prix moyen pondéré

³ Prix de gros sur le marché de Montréal, produits frais

⁴ Écart en pourcentage du prix des importations

Des produits frais d'Uruguay et de Nouvelle-Zélande, très compétitifs sur notre marché

Le prix moyen des importations de viandes fraîches ou réfrigérées, entre 2000 et 2004, a été de 4 % supérieur au prix du marché de Montréal pour la viande de bouvillon. Le prix américain est presque identique. Les produits en provenance d'Australie entrent au Québec à un prix moyen nettement supérieur, ce qui pourrait expliquer la diminution importante de la part de marché détenue par ce pays. Par contre, les viandes fraîches et réfrigérées en provenance d'Uruguay et de Nouvelle-Zélande pénètrent le marché du Québec à un prix très compétitif.

Les produits frais des États-Unis : des écarts de prix variables

Les importations de viande bovine à l'état frais proviennent, dans une proportion de 65 %, des États-Unis. Les importations de morceaux de viande, à l'état frais, en provenance des États-Unis, entrent à un prix supérieur de 16 % à celui de notre marché. Par contre, celles de coupes de cuisse et de longe, qui représentent environ 30 % des coupes consommées au Québec, pénètrent le marché du Québec à un prix inférieur de 18 % et 12 % respectivement.

**Tableau 36 Écart de prix entre le marché de Montréal et les importations
des États-Unis au Québec, moyenne 2000-2004**

Catégories de coupes de bœuf	% ¹	Prix ²	Prix Montréal ³	Écart ⁴ (%)
Morceaux de bovins frais	28,4	4,75		-15,5
Morceaux de bovins congelés	4,1	2,51	4,01	59,5
Cuisse fraîche	17,8	4,34	5,12	18,0
Longe fraîche	12,4	8,21		12,4
Longe congelée	1,7	7,04	9,23	31,1
Ronde (noix, extérieur, intérieur), poitrine extérieure et pointe de surlonge congelées	8,8	4,17	4,77	14,3
Pointe de poitrine fraîche	4,6	3,20	2,57	-19,8
Bloc d'épaule frais	0,3	4,36	4,13	-5,2
Bloc d'épaule congelé	0,4	2,87		44,0
Côtes de bovins, non désossées, fraîches	1,2	7,43	8,17	10,0

¹ De l'ensemble des quantités de viande de bœuf et de veau importées des États-Unis

² Prix moyen pondéré

³ Prix de gros sur le marché de Montréal, produits frais

⁴ Écart en pourcentage du prix des importations

La viande de veau : des importations très faibles

En 2004, les importations de veau se sont limitées à 306 tec, en provenance principalement de la Nouvelle-Zélande. Le prix de la Nouvelle-Zélande défie la concurrence en ce qui concerne le principal produit importé.

**Tableau 37 Prix de la viande de veau des importations au Québec
et du marché de Montréal, moyenne 2000-2004**

	Australie	États-Unis	Nouvelle- Zélande	Marché Montréal
Morceaux de veau désossés, congelés	3,75	3,64	2,82	
Morceaux de veau désossés, frais	7,79	10,29		
Morceaux de veau non désossés, frais	5,75	4,00		
Morceaux de veau non désossés, congelés	8,41	12,73		
Carcasses et demi-carcasses de veau, congelées		3,08		6,47 ¹
				4,29 ²
Total - Veau				

¹ Veaux de lait; ² Veaux de grain

4.2 Le marché canadien

4.2.1 Les parts de marché

Une faible présence du Québec

Au cours de la période 2000-2004, les importations ont occupé près de 23 % du marché canadien, accusant toutefois une nette régression en 2004. Malgré une production excédentaire, le Canada importe une part importante de sa consommation de viande de bœuf. Nous pouvons penser que les transformateurs canadiens peuvent obtenir un meilleur prix sur le marché mondial pour certaines coupes ou certains types de viande. En 2004, cependant, les importations ont régressé de façon importante, soit une part du marché canadien d'un peu moins de 10 %. Nous trouvons aussi, sur le marché canadien, une forte proportion d'importations en provenance d'Uruguay, de Nouvelle-Zélande et d'Australie.

**Tableau 38 Part du marché canadien de viande de bœuf
sur la base des quantités consommées (en pourcentage)**

Provenance	2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Québec	2,5	1,9	1,9	3,8	5,4	3,1
Reste du Canada	73,9	70,0	69,6	72,6	84,9	74,2
Importations	23,5	28,2	28,5	23,5	9,7	22,6
Uruguay	3,3	4,2	0,0	5,1	3,2	3,2
Nouvelle-Zélande	2,8	7,7	7,5	5,8	3,9	5,5
États-Unis	9,2	8,6	8,7	7,7	1,5	7,1
Australie	4,9	7,2	12,3	4,9	1,0	6,0
Argentine	3,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,8

Source : Statistique Canada

4.2.2 La comparaison des prix d'approvisionnement

Les importations en provenance des États-Unis : des prix légèrement supérieurs au Québec

À l'exception des coupes de cuisse et de longe fraîches, les importations des États-Unis entrent à un prix légèrement supérieur au Québec, qu'au Canada dans son ensemble, laissant présager qu'au Québec, la concurrence est moins forte, du moins pour ces produits.

**Tableau 39 Comparaison des prix des importations des États-Unis,
moyenne 2000-2004
Principaux produits - Québec et Canada**

Catégories de coupes de bœuf	Prix Québec	Prix Canada	Écart de prix Québec/Ontario (%)
Morceaux de bovins frais	4,78	4,52	5,8
Cuisse fraîche	3,96	4,02	-1,5
Longe fraîche	8,67	8,68	-0,1
Ronde (noix, extérieur, intérieur), poitrine extérieure et pointe de surlonge congelées	4,08	3,88	5,2
Pointe de poitrine fraîche	3,20	3,00	6,7

Les importations en provenance de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de l'Uruguay : prix d'entrée identiques au Québec et au Canada

Nous ne constatons aucun écart significatif entre les prix d'entrée au Québec et au Canada pour les principaux produits importés de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie et de l'Uruguay.

**Tableau 40 Comparaison des prix des importations de Nouvelle-Zélande,
d'Australie et d'Uruguay, moyenne 2000-2004
Québec et Canada**

Catégories de coupes de bœuf (désossées, sauf si spécifié)	Québec		Canada		Écart de prix Québec/Ontario (%)
	Imports ¹ (%)	Prix ²	Imports ¹ (%)	Prix ²	
Ronde (noix, extérieur, intérieur), poitrine extérieure et pointe de surlonge congelées	25,2	3,24	18,0	3,23	0,3
Morceaux de bovins frais	0,8	3,77	1,9	4,18	-9,9
Morceaux de bovins congelés	26,2	2,46	34,7	2,48	-0,8
Bloc d'épaule congelé	8,8	2,46	6,5	2,43	0,9
Quartier avant frais	0,1	3,13	0,2	2,77	12,8
Quartier avant congelé	8,4	2,44	14,6	2,49	-1,8
Cuisse fraîche	0,2	3,61	0,6	3,72	-2,9
Cuisse congelée	3,1	2,73	2,1	2,68	2,0
Pointe de poitrine congelée	2,0	2,30	1,2	2,36	-2,8
Longe fraîche	0,5	7,34	4,3	6,53	12,4
Côtes fraîches	0,3	7,71	0,8	7,35	4,8
Côtes non désossées, fraîches	0,5	5,87	0,3	5,95	-1,2

¹ De l'ensemble des quantités importées de Nouvelle-Zélande, d'Australie et d'Uruguay

² Prix des ventes dans les limites de l'engagement d'accès

Source : Statistique Canada et ISQ

4.3 Le marché international

4.3.1 La part de marché des exportations de viande de bœuf et de veau

Les perspectives pour la décennie : une perte de part du marché pour le Canada

Au cours de la période 1999-2003, cinq pays se partageaient près de 80 % des parts du marché des exportations, à savoir l'Australie, les États-Unis, le Brésil, l'Union européenne et le Canada. Le Québec, avec ses 18 000 tec, n'en détient que 0,3 %.

L'OCDE prévoit une croissance annuelle moyenne de 4,3 %, supérieure à la croissance de la production prévue à 1,7 %.

Le Brésil deviendrait le plus important exportateur, dépassant l'Australie, tandis que les États-Unis, après une chute importante de leurs exportations, en 2004, à la suite d'un cas d'ESB, devraient reprendre leur part du marché d'ici 2014. Le Canada devrait être relégué au septième rang des exportateurs et perdre 2 % de part de ce marché (tableau 7).

4.3.2 La comparaison des prix d'approvisionnement (Québec-Canada-États-Unis)

Dans le cas des exportations, comme nous ne disposons pas du détail des prix relatifs aux différentes coupes, nous ne considérons que les grandes catégories de viande⁵. Ainsi, l'écart des prix, que ce soit entre les pays d'exportation ou entre les sources d'approvisionnement (Québec-Canada), peut être en partie ou en totalité dû aux différences de coupes.

Des prix élevés sur les marchés du Japon et de l'Arabie saoudite

Les produits de viande de bœuf sont exportés vers le Japon et l'Arabie saoudite à un prix nettement supérieur à la moyenne des exportations, tant pour le Québec que pour le Canada.

Le Japon est le pays où la croissance projetée de la consommation d'ici 2014 est la plus forte, après la Chine (tableau 6). Les États-Unis étaient, avant la crise de l'ESB en Amérique du Nord, le principal exportateur vers le Japon, assurant presque 50 % des importations de bœuf de ce pays, suivi de l'Australie (33 %), de la Nouvelle-Zélande (environ 4 %) et du Canada (environ 3 %). L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont accru leur part de ce marché à la suite de l'embargo japonais sur les produits bovins du Canada et des États-Unis. Cet embargo a été levé en décembre 2005.

L'Arabie saoudite importe près de 75 % de sa consommation de bœuf et de veau, soit environ 60 000 tec. Les États-Unis en sont le principal exportateur, avec environ 50 % des importations de ce pays. L'Australie en est également un fournisseur significatif. Le Canada accaparait, juste avant la crise de l'ESB, environ 8 % de ce marché; sa part a diminué depuis. Il faut savoir que l'abattage et la transformation du bœuf et du veau destiné à l'Arabie saoudite doivent se faire selon le rite halal, ce qui augmente le coût de production.

⁵ Compilation du MAPAQ à partir de données de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec. La valeur des exportations n'inclut pas le transport à partir du dernier lieu d'expédition au Canada.

Des prix supérieurs pour les exportations à partir du Québec

De façon générale, les produits exportés à partir du Québec sont vendus à un prix supérieur à celui obtenu dans l'ensemble du Canada.

Tableau 41 Prix comparé des exportations selon la provenance, moyenne 2000-2004

		Québec		Canada		Écart Québec/Canada (%)
		Exports (%)	Prix	Exports (%)	Prix	
Viande désossée, fraîche	États-Unis	66,0	5,54	62,4	4,81	15,2
	Mexique	0,1	4,97	9,4	4,12	20,6
	Japon	0,2	8,06	0,9	7,52	7,1
	Arabie saoudite	0,2	17,66	0,0	19,04	-7,2
Morceaux de viande non désossés, frais	États-Unis	7,9	7,74	15,4	4,26	81,8
	Japon	0,1	4,38	0,0	4,39	-0,1
	Arabie saoudite	0,2	10,11	0,0	9,37	7,8
Viande désossée, congelée	États-Unis	6,4	4,14	4,9	2,76	50,0
	Mexique	0,1	3,44	0,8	2,55	35,0
	Japon	0,3	13,20	2,2	3,49	277,9
	Arabie saoudite	0,3	12,30	0,0	12,09	1,7
	Cuba	0,9	5,98	0,1	5,82	2,7
	Corée du Sud	0,1	7,88	0,9	4,54	73,6
	Taiwan	0,0	18,44	0,2	5,16	257,6
	Nouvelle-Zélande	0,1	2,97	0,0	3,10	-4,2
Carcasses de veau fraîches	États-Unis	14,0	6,51	1,0	6,52	-0,2
	Arabie saoudite	0,2	10,80	0,0	10,72	0,7

Source : Statistique Canada

Les États-Unis offrent des prix à l'exportation très compétitifs

Le prix moyen des exportations américaines sur le marché japonais, presque deux fois inférieur à celui du Canada, indique probablement que les États-Unis fournissent au Japon une gamme plus variée et plus complète de produits. Le Canada demeure, pour les exportateurs américains, le marché ayant la plus forte valeur unitaire.

**Tableau 42 Part et prix des exportations américaines
(sur base carcasse)**

	2002	2003		2004	
	\$ CA/kg	Exports États-Unis (%)	Prix \$ CA/kg	Exports États-Unis (%)	Prix \$ CA/kg
Japon	3,76	36,5	3,89	0,0	--
Mexique	3,26	23,4	3,14	72,6	3,18
Corée du Sud	3,51	23,3	3,91	0,0	--
Canada	4,08	9,0	4,36	12,2	4,79

Source : ers-USDA

4.4 Les prix aux différentes étapes de production

4.4.1 L'indice des prix à la consommation

Un indicateur de la croissance des prix payés par les consommateurs ou des prix obtenus par les distributeurs et les détaillants

Bœuf frais ou congelé : une croissance supérieure des prix à la consommation

Durant la période 2000-2004, la croissance des prix des produits de viande de bœuf frais et congelés a connu une croissance de 35 % au Québec, légèrement supérieure à celle de l'ensemble du Canada, mais inférieure à celle des États-Unis.

Cette croissance est nettement supérieure à celle des autres types de viandes et des aliments en général.

**Tableau 43 Croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) 2000-2004
(en pourcentage)**

	Québec	Canada	États-Unis
Consommation (IPC)	11,74	12,71	13,39
Aliments	14,54	12,80	13,71
Aliments au magasin	13,80	12,19	13,40
Bœuf frais et congelé	34,83	32,60	40,30
Porc frais et congelé	19,43	19,18	19,40
Volaille fraîche ou congelée	14,41	19,68	15,07
Poulet frais et congelé	15,68	20,59	16,11
Viande traitée	20,60	15,22	--

Sources : Statistique Canada et US Department of Labor

Cette croissance a été particulièrement importante en 2001, tant au Canada qu'aux États-Unis.

Tableau 44 Croissance annuelle comparée de l'indice des prix à la consommation (IPC) 2000-2004 (en pourcentage)

		2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Aliments au magasin	Québec	1,6	5,7	1,6	1,6	2,7	2,6
	Canada	1,1	4,9	2,5	1,4	1,8	2,3
	États-Unis	2,3	3,3	1,3	2,2	3,8	2,6
Bœuf frais et congelé	Québec	2,4	16,8	4,1	2,3	6,0	6,3
	Canada	6,6	15,1	3,7	0,7	3,5	5,9
	États-Unis	6,4	8,4	0,1	9,0	11,5	7,1
Porc frais et congelé	Québec	3,2	11,1	-5,1	2,7	6,9	3,8
	Canada	6,3	9,2	-2,9	0,0	5,7	3,7
	États-Unis	7,3	3,8	-0,4	1,9	5,6	3,6
Volaille fraîche ou congelée	Québec	-0,3	3,0	-1,5	3,0	9,7	2,8
	Canada	1,0	4,7	0,8	4,8	7,1	3,7
	États-Unis	1,2	3,2	1,3	1,3	7,5	2,9

Source : Statistique Canada et US department of labor

4.4.2 L'indice des prix des produits industriels

Un indicateur de la croissance des prix obtenus par les transformateurs

Une faible croissance de 3 % du prix des produits de viande au Canada entre 2000 et 2004

Il y a eu croissance du prix de la viande de bœuf au Canada, mais elle a été plutôt faible et nettement inférieure à celle des aliments et à celle observée aux États-Unis.

Tableau 45 Croissance comparée de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) 2000-2004 (en pourcentage)

		Canada	États-Unis
Secteur	Aliments	9,4	15,3
	Viandes	10,2	29,0
	Abattage (sauf volaille)	12,0	--
	Transformation de la viande	8,4	--
Produit	Bœuf	3,0	32,8
	Porc	28,1	38,2
	Poulet	8,0	14,2

Sources : Statistique Canada et US Department of Labor

Le prix des viandes à la sortie de l'usine a été particulièrement bas en 2002, et ce, partout en Amérique du Nord.

Tableau 46 Croissance annuelle comparée de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) (en pourcentage)

		2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Aliments	Canada	2,1	2,9	1,5	1,6	1,1	1,8
	États-Unis	1,5	3,2	-0,8	5,3	5,4	2,9
Viandes	Canada	6,1	4,3	-2,8	1,0	1,4	2,0
	États-Unis	9,3	5,2	-5,7	13,1	5,2	5,4
Bœuf	Canada	1,9	3,8	-0,6	-0,6	-1,5	0,6
	États-Unis	7,0	6,1	-4,9	20,2	2,4	6,2
Porc	Canada	24,6	5,5	-11,6	3,3	6,6	5,7
	États-Unis	18,1	6,1	-9,4	6,1	14,7	7,1
Poulet	Canada	-4,4	7,6	-3,4	4,7	3,8	1,7
	États-Unis	-1,0	3,5	-4,7	4,8	11,7	2,8

Sources : Statistique Canada et US Department of Labor

4.4.3 L'indice des prix des produits agricoles

Un indicateur de la croissance des prix obtenus par les producteurs agricoles

Une forte décroissance des prix des produits de bovins et de veaux partout au Canada

Contrairement à l'ensemble des produits agricoles, le prix des bovins et des veaux a chuté de façon importante à la suite de la crise de l'ESB. Cette baisse a été plus importante au Québec (29,5 %) que dans l'ensemble du Canada (14,6 %). Les animaux de réforme, en proportion plus importante au Québec et dont le prix a été beaucoup plus affecté par la crise, sont sûrement responsables de cette moindre performance.

Une croissance importante des prix pour les éleveurs américains entre 2000 et 2004

Durant cette période, les producteurs agricoles américains ont connu une forte croissance de leurs prix.

Tableau 47 Croissance comparée de l'indice des prix des produits agricoles (IPPA) 2000-2004 (en pourcentage)

	Québec	Canada	États-Unis
Total	12,7	8,4	25,3
Bovins et veaux	-29,5	-14,6	29,3
Porcs	38,8	35,6	63,2
Volailles	5,7	6,5	32,9

La décroissance des prix du bétail a été amorcée dès 2002, avant même la crise de l'ESB, partout en Amérique du Nord. Elle s'est aggravée pour les bovins avec la crise de l'ESB.

Tableau 48 Croissance annuelle comparée de l'indice des prix des produits agricoles (IPPA) 2000 - 2004 (en pourcentage)

		2000	2001	2002	2003	2004	Moyenne
Total	Québec	7,7	2,8	0,1	-2,0	3,8	2,5
	Canada	3,0	7,1	3,9	-2,8	-2,6	1,7
	États-Unis	1,1	4,3	-4,6	12,6	10,6	4,8
Bovins et veaux	Québec	7,5	4,0	-4,2	-24,3	-13,0	-6,0
	Canada	8,6	6,5	-7,1	-12,7	-8,9	-2,7
	États-Unis ¹	6,7	4,1	-7,0	23,3	1,5	5,7
Porcs	Québec	31,6	7,5	-20,8	-1,8	26,2	8,5
	Canada	33,0	6,7	-18,6	-1,5	19,2	7,7
	États-Unis	35,1	1,0	-24,5	19,3	32,8	12,7
Volailles	Québec	-0,1	3,8	-3,7	4,3	1,5	1,2
	Canada	-0,5	4,7	-3,8	4,1	2,1	1,3
	États-Unis	-4,0	4,8	-8,3	15,1	25,1	6,5

¹ Bovins seulement

Sources : Statistique Canada et US Department of Labor

Cette évolution des prix se reflète dans le prix offert pour les différentes catégories d'animaux vivants, comme le démontre le tableau 49.

Au Québec, un prix supérieur pour les bovins et les veaux à celui du reste du Canada, mais inférieur à celui des États-Unis

Selon ces résultats, les éleveurs du Québec obtiendraient un meilleur prix pour leurs bovins que leurs homologues de l'Ontario et de l'Alberta.

À l'exception des petits veaux laitiers et des veaux de grain, les producteurs américains obtiendraient un prix supérieur à celui obtenu par les producteurs québécois. Dans le cas des vaches de réforme et des bouvillons, le surplus d'animaux disponibles pour l'abattage au Canada, à la suite de l'embargo américain sur les bovins vivants, qui étaient auparavant exportés, explique sûrement cette situation pour la période à l'étude.

Tableau 49 Prix comparés des bovins et des veaux vivants, moyenne 2001-2004 (sauf si spécifié)

	Québec	Ontario		Alberta		États-Unis ⁴	
		Prix (\$ CA/100 lb)	Québec (%)	Prix (\$ CA/100 lb)	Québec (%)	Prix (\$ CA/100 lb)	Québec (%)
Bons veaux laitiers mâles (2002-2004)	212,82	171,44	80,6		0,0	209,16	98,3
Veaux d'embouche mâles ¹	128,06	114,83	89,7	120,16	93,8	139,14	108,6
Vaches de réforme ²	47,97	46,88	97,7	45,49	94,8	58,63	122,2
Bouvillons ³	94,53	93,96	99,4	90,66	95,9	111,33	117,8
Veaux de lait	174,43	143,40	82,2		0,0	195,43	112,0
Veaux de grain	86,50	83,96	97,1		0,0	63,98	74,0

¹ Strate 600-700 lb aux fins de comparaison, ² D1-D2, ³ Mâles, ⁴ Ajusté selon le taux de change moyen de l'année

Source : Canfax, AAC et USDA

4.4.4 Le bilan des indices de prix

Au Canada, des variations extrêmes dans le comportement des indices de prix entre les maillons de la filière

Entre 2000 et 2004, les prix obtenus par les producteurs de bovins du Québec et du Canada ont subi une baisse très importante qui a dû être compensée par de l'aide gouvernementale. Les prix obtenus par les abattoirs-transformateurs ont connu une très faible croissance alors que le consommateur a payé plus de 30 % plus cher pour la viande de bœuf. Cette situation est bien différente de celle observée aux États-Unis où la croissance des prix s'est manifestée pour tous les maillons.

**Tableau 50 Bilan de la croissance des trois indices de prix
2000 - 2004 (en pourcentage)**

		IPPA	IPPI	IPC
Québec	Aliments	12,7	--	14,5
	Bœuf	-29,5	--	34,8
Canada	Aliments	8,4	9,4	12,8
	Bœuf	-14,6	3,0	32,6
États-Unis	Aliments	25,3	15,3	13,7
	Bœuf	29,3	32,8	40,3

CHAPITRE 5

Enjeux

L'analyse de la dynamique économique de cette industrie met en évidence, à maintes reprises, des menaces ou des occasions d'affaires, des atouts ou des faiblesses qui constituent des enjeux pour les acteurs du secteur. Nous avons fait le pari d'en documenter quatre plus particulièrement, lesquels peuvent assurer la pérennité et le développement du secteur. Il appartient aux acteurs de nourrir cette lecture. Ces enjeux visent à :

1. sécuriser l'approvisionnement en améliorant la rentabilité des élevages;
2. tirer profit de la disponibilité de bouvillons au Québec;
3. consolider une position de chef de file en ce qui concerne les animaux de réforme;
4. cibler certains marchés pour la consommation de viande de veau.

5.1 L'amélioration de la rentabilité des élevages

Nous constatons que, sans aide gouvernementale, la majorité des exploitations impliquées dans l'élevage de bovins de boucherie ne seraient pas rentables, tant au Québec qu'au Canada. Au Québec, nous estimons que le déficit atteindrait 13 % dans le cas des fermes de veaux d'embouche et de 9 % pour les exploitations ayant des revenus de 250 000 \$ et plus (tableau 29). Cette situation n'est pas seulement conjoncturelle, à la suite de la crise de l'ESB, mais elle est également structurelle, puisqu'elle existe depuis plusieurs années.

Pour assurer le développement à long terme du secteur bovin, il apparaît essentiel d'assurer la rentabilité des entreprises performantes. L'aide gouvernementale devrait n'intervenir que dans des situations de crise majeure et limitée dans le temps comme ce fut le cas, et ce l'est encore, avec la crise de l'ESB.

Trois stratégies

Trois stratégies d'amélioration de la rentabilité sont possibles : améliorer le prix de vente, diminuer les dépenses ou réaliser des économies d'échelle par l'augmentation de la taille de l'entreprise.

5.1.1 Amélioration du prix de vente

Nous avons tenté d'évaluer quels seraient, dans la structure de dépenses et de marchés actuelle, les prix cibles qui permettraient d'assurer la rentabilité de la totalité des exploitations (performantes ou non) et d'assurer un niveau de rentabilité de 10 % sans intervention gouvernementale, soit celui atteint par la moyenne des exploitations laitières et par les fermes bovines les plus performantes (tableau 30) .

**Tableau 51 Prix cible pour une rentabilité de 10 % au Québec
(animaux vivants)**

	Prix actuel ¹ (\$ CA/100 lb)	Augmentation nécessaire (%)	Prix cible (\$ CA/100 lb)
Veaux d'embouche mâles ²	136,62	20,0	163,94
Bouvillons	94,53	39,0	131,40
Veaux de lait	174,43	19,0	207,57
Veaux de grain	86,50	19,0	102,94

¹ Prix moyen 2001-2004

² Strate 500-600 lb

Des prix cibles réalisables

Le prix cible du veau d'embouche a déjà été atteint en 2000 et 2001. Celui du bouvillon a presque été obtenu durant une courte période en 2001, celui du veau de lait, en 2002 et celui du veau de grain, en 2000 et 2001. L'atteinte de ces prix, qui ont été obtenus qu'en de rares occasions, peut emprunter plusieurs voies, en l'occurrence le positionnement des produits, un rééquilibrage des prix au sein de la filière et la coordination verticale.

La priorité aux marchés lucratifs pour la viande de bœuf...

Le prix que pourront obtenir les éleveurs dépend du prix qu'obtiendront les transformateurs. Ces derniers devront prioriser les marchés les plus lucratifs.

Dans le cas des produits frais ou réfrigérés, les prix sur le marché américain et sur le marché de Montréal sont assez comparables (tableau 34). Ces deux marchés constituent la base du commerce de la viande de bœuf et de veau du Québec. Les produits exportés vers le Japon et l'Arabie saoudite sont transigés à des prix d'exportation nettement plus élevés. Ce serait donc des destinations à privilégier si l'évaluation des coûts-bénéfices, incluant les frais de transport, s'avère avantageuse.

Par ailleurs, les produits congelés se transigent à un prix très bas sur les marchés canadiens et internationaux (tableaux 40 et 41). À moins de viser des créneaux très particuliers, ils ne devraient pas être priorisés.

Enfin, les producteurs devront fournir des bovins qui correspondent aux exigences des marchés qui seront ainsi priorisés : races, alimentation, rite halal.

... et aux produits de créneau.

Compte tenu d'une offre québécoise de faible volume par rapport au commerce international, une stratégie axée sur des produits de créneau apparaît nécessaire.

Les produits de créneau qui pourraient faire l'objet d'études de rentabilité et de marketing plus poussées concernent, entre autres, les produits biologiques, les produits respectueux du bien-être animal, les produits halal et cachère, les produits de bovins engraisés à l'herbe et le bœuf « nature ». Il pourrait aussi s'agir de produits transformés, comme les charcuteries ou les mets préparés.

Encore une fois, une collaboration étroite entre transformateurs et producteurs sera nécessaire à la réalisation d'une stratégie axée sur des produits de créneau.

Un rééquilibrage des prix est-il envisageable?

En acquérant les deux principaux abattoirs de bovins du Québec, la Fédération des producteurs de bovins du Québec augmente son pouvoir sur la fixation des prix. Cette voie entraînera cependant une réaction en chaîne de la part des autres acteurs de la filière, que ce soit au Québec, au Canada ou à l'échelle internationale. Cette réaction limitera la marge de manœuvre de la Fédération.

Les transformateurs québécois n'ont pas non plus une grande marge de manœuvre pour augmenter leurs prix compte tenu de la concurrence provenant du commerce interprovincial et international (tableaux 34, 41 et 42).

Les secteurs de la distribution et du détail ont-ils cette marge de manœuvre? L'augmentation des prix à la consommation de viande bovine de 33 % au Canada (35 % au Québec), alors que les prix de la viande de bœuf à la sortie de l'usine n'ont augmenté que de 3 % entre 2000 et 2004 (tableau 50), est-elle due à l'intégration de nouveaux services dans la vente du produit ou à la prise de profit? L'implantation canadienne des distributeurs et leur stratégie d'approvisionnement leur permettent-elles de fournir des réponses spécifiques à un territoire, au Québec par exemple?

Le rééquilibrage des prix, s'il doit se faire, nécessitera une concertation de tous les acteurs.

Les retombées de la coordination verticale

La voie de la coordination verticale par ententes contractuelles ou par acquisition de maillons en amont ou en aval permet, entre autres, de partager de l'information stratégique et de sécuriser les approvisionnements et les prix. Cette coordination semble déjà très présente dans le secteur des veaux de lait et, dans une moindre mesure, dans celui du veau de grain. Est-elle profitable pour tous les acteurs? Ce modèle peut-il être appliqué aux autres secteurs?

La semi-finition, qu'en est-il?

On constate un approvisionnement important des parcs d'engraissement du Québec en bovins semi-finis en provenance de l'Ontario. Nous pensons qu'il faudrait bien comprendre l'intérêt économique d'une telle stratégie.

5.1.2 La diminution des dépenses

Une inflation supérieure à la moyenne, pour certains intrants

Les quatre postes de dépenses importants des élevages bovins, soit les aliments destinés au bétail, les cultures, la machinerie et la main-d'œuvre, ont connu une croissance des prix supérieure à celle de la moyenne des prix des intrants en agriculture et de l'indice des prix à la consommation. Cette situation commande une gestion plus attentive. Elle a accru les problèmes de rentabilité et limite la possibilité de réduire les dépenses.

**Tableau 52 Croissance de l'indice du prix des intrants en agriculture
entre 2000 et 2004 dans l'est du Canada**

Total	11,0 %
Cultures	16,1 %
Machinerie	23,7 %
Main-d'œuvre	17,0 %
Aliments pour le bétail	16,9 %
Intérêts	-6,1 %

Source : Statistique Canada

Des marges de manœuvre différentes selon le type d'élevage¹, mais interdépendantes

Les principales dépenses, sur lesquelles les producteurs de veau d'embouche ont un certain contrôle, sont liées aux cultures, à la machinerie et à la main d'œuvre, trois postes qui ont subi une inflation des prix élevée au cours de dernières années.

L'achat des veaux d'embouche constitue de loin le principal poste de dépenses des éleveurs de bouvillons d'abattage, accaparant 55 % des dépenses. Viennent ensuite l'alimentation du bétail et les frais de culture, lesquels représentent respectivement 13 % et 6 % des dépenses. Une réduction des dépenses au titre d'achat de bovins se fera au détriment des éleveurs de veaux d'embouche. La marge de manœuvre, en termes de réduction des dépenses, est donc mince dans le cas des exploitations d'engraissement de bouvillons.

Concernant les élevages de veaux de lait, l'alimentation des veaux accapare à elle seule 56 % des dépenses et l'achat des petits veaux laitiers, une autre part de 23 %. Dans le cas du veau de grain, 35 % des dépenses va à l'alimentation et 33 %, à l'achat des veaux laitiers. Une réduction des coûts d'achat des veaux laitiers aura un impact sur les revenus des exploitations laitières. La marge de manœuvre porte sur le coût de l'alimentation, un poste sujet à une inflation des prix au cours des dernières années.

Le groupe de tête des exploitations bovines : un modèle de dépenses à analyser

Le groupe des 25 % meilleures exploitations obtient dix points de bénéfice net de plus que la moyenne des entreprises (tableau 30). Ces entreprises ont un modèle de production et une gestion des coûts qui mériteraient d'être analysés en profondeur.

Nous constatons également que certaines régions dégagent de meilleurs résultats financiers que d'autres². Par exemple, la région de Chaudière-Appalaches, dans le cas du veau d'embouche ou l'Abitibi-Témiscamingue, dans le cas du bouvillon. Les raisons de cette performance mériteraient aussi d'être analysées.

5.1.3 Les économies d'échelle

Les économies d'échelle se réalisent lorsqu'une exploitation arrive à obtenir des escomptes de volume de ses fournisseurs pour ses frais variables, mais surtout lorsqu'elle peut produire davantage avec les mêmes frais fixes.

¹ Coûts de production ASRA, Financière agricole du Québec

² SESA, Statistique Canada

Les escomptes de volume existent-ils?

Nous n'avons pas l'information nécessaire sur les politiques de prix des fournisseurs d'intrants agricoles pour être en mesure d'évaluer le potentiel des escomptes de volume comme source d'économie d'échelle.

Des économies d'échelles possibles avec l'augmentation du niveau de production

Nous constatons que les exploitations plutôt spécialisées dans la production de veaux d'embouche (strates de revenus inférieures à 250 000 \$) peuvent réaliser une économie d'échelle correspondant à environ 2 % des revenus d'exploitation en passant à la strate de revenus de 100 000 \$ à 250 000 \$.

Quant aux exploitations plutôt spécialisées dans l'engraissement de bouvillons ou de veaux lourds, elles pourraient réaliser une économie correspondant à 3,5 % des revenus d'exploitation en passant à la strate de revenus de 500 000 \$ et plus.

Tableau 53 Pourcentage des frais fixes selon les strates de revenus (Québec)
Moyenne 1999-2003

Strate de revenu	Frais fixes ¹	Revenu d'exploitation	Frais fixes (%)
10 000 \$ - 24 999 \$ ²	2 007	17 147	11,7
25 000 \$ - 49 999 \$ ²	4 797	35 861	13,4
50 000 \$ - 99 999 \$ ²	9 711	69 911	13,9
100 000 \$ - 249 999 \$ ²	17 333	147 799	11,7
250 000 \$ - 499 999 \$ ³	21 322	356 968	6,0
500 000 \$ et plus ³	35 253	1 390 451	2,5

¹ Dépenses générales et amortissement

² Plutôt associée à la production de veaux d'embouche

³ Plutôt associée à la production de bouvillons d'abattage et de veaux lourds

Source : SESA, Statistique Canada

Peut-on produire davantage avec les infrastructures existantes?

Pour réaliser des économies d'échelle, il ne faut pas déjà fonctionner à pleine capacité, sans quoi il faut trouver des méthodes de production qui permettront de produire encore plus, par exemple la réduction du taux de mortalité dans les élevages.

5.2 Miser sur l'abattage et la transformation des bouvillons au Québec

Créer des retombées économiques significatives...

Nous constatons que près de 75 % des bouvillons produits au Québec sont abattus en Ontario (schéma 1). Il s'agit d'une perte pour le Québec que nous estimons à 60 M\$ en valeur ajoutée et à 475 emplois.

Comme les structures actuelles d'abattage de bouvillons sont utilisées à pleine capacité, accroître l'abattage nécessitera des investissements importants de l'ordre de 20 M\$ pour atteindre une capacité d'abattage de 100 000 bouvillons.

... mais avec une pression à la baisse sur la marge bénéficiaire des abattoirs-transformateurs.

Les achats de bouvillons représentent environ 80 % des coûts de production d'un abattoir. Toute hausse de prix d'achat aura un impact important sur la rentabilité d'un projet. La marge bénéficiaire des abattoirs est en moyenne de 2,3 % (tableau 30) au Québec tout comme au Canada. Or, dans le cas des abattoirs ontariens, 20 % des bouvillons proviennent d'autres provinces, principalement du Québec. Ils deviendront assurément plus « agressifs » sur les prix pour assurer leur approvisionnement, d'autant plus que le principal abattoir de bovins d'Ontario, acquis récemment par la société Cargill, a une capacité d'abattage de 500 000 têtes par année qu'il doit combler. La reprise des exportations de bovins de moins de 30 mois – et c'est le cas des bouvillons d'abattage – vers les États-Unis pourrait aussi ajouter une pression à la hausse sur les prix payés aux éleveurs, en augmentant le niveau de la demande.

La priorité va donc aux marchés lucratifs et aux produits de créneau.

L'accroissement de la capacité d'abattage de bouvillon au Québec devrait donner la priorité aux marchés lucratifs et aux produits de créneau, une stratégie élaborée dans la section précédente, et à l'utilisation de techniques de pointes. Ainsi, la viande « superréfrigérée », *chilled meat* en anglais, est une technique éprouvée de réfrigération, à la limite de la congélation, qui permet d'expédier sur des marchés éloignés des produits considérés comme frais. Ces produits peuvent donc atteindre directement le vaste marché des épiceries, alors que les produits congelés ne fournissent généralement que les transformateurs, à un prix inférieur.

La disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée : un problème potentiel

L'environnement de travail d'un abattoir et d'une salle de découpe est particulièrement exigeant pour les travailleurs : humidité, fraîcheur, outils coupants, sang animal. De plus, les opérations nécessitent des qualifications et des habiletés particulières. Dans un contexte de plein emploi, ces emplois sont généralement moins prisés et doivent être rémunérés en conséquence afin d'éviter un roulement de personnel coûteux en formation. La main-d'œuvre est le second poste de dépenses en importance des abattoirs-transformateurs. La fermeture récente d'abattoirs et d'usines de transformation dans le secteur du porc rend cependant potentiellement disponible une main-d'œuvre qualifiée.

5.3 Se positionner comme chef de file dans l'est du Canada en matière de valorisation des animaux de réforme

Un bilan production-consommation équilibré pour la viande hachée au Canada

Les animaux de réforme comptent pour une part importante des produits de viande de bœuf, sous forme de viande hachée principalement, consommés au Canada. La production actuelle de viande hachée au Canada est en équilibre avec la consommation. De même, la production américaine de viande hachée ne serait que légèrement excédentaire par rapport à la consommation aux États-Unis.

Le prix des animaux de réforme est en chute libre au Québec comme au Canada à la suite de l'ESB, alors que le prix de gros de la viande de bovins de réforme s'est rétabli rapidement.

En 2004, le prix des animaux de réforme était de 70 % inférieur à son niveau moyen de 1999-2002, alors que le prix de gros n'était que de 7 % inférieur, témoignant d'un rapport de force nettement en faveur de l'unique abattoir-transformateur de bovins de réforme au Québec. L'achat de cet abattoir a constitué la stratégie adoptée par les producteurs pour mieux répartir les marges et assurer un rattrapage du prix aux éleveurs.

Un repositionnement des abattages depuis la crise de l'ESB

Avant la crise de l'ESB, la moitié des bovins de réforme au Canada (environ 430 000) étaient abattus aux États-Unis. L'embargo américain sur les bovins de plus de 30 mois, toujours en vigueur, a sensibilisé l'industrie de la viande à l'importance de développer la capacité d'abattage des animaux de réforme au Canada.

Dans l'est du Canada, une seule entreprise importante, située au Québec, se spécialisait dans l'abattage et la transformation des animaux de réforme. Cette entreprise est devenue la propriété des producteurs de bovins du Québec en 2005. L'est du Canada (le Québec, l'Ontario et les provinces atlantiques) réforme quelque 400 000 bovins, dont près de 220 000 ont été abattus au Québec en 2004, soit environ 55 %. Toutefois, un abattoir ontarien a été remis en service pour l'abattage de bovins de réforme. Il aurait abattu environ 50 000 bovins en 2004 alors que l'Ontario à elle seule aurait réformé 173 000 bovins en 2004.

Consolider la position de chef de file du Québec

Les facteurs propices

Le savoir-faire et l'approvisionnement sont disponibles au Québec. Le prix de gros de la viande de bovins de réforme est très stable. La demande canadienne suit la production. Les importations de viande de bovins de plus de 30 mois en provenance des États-Unis sont toujours visées par l'embargo canadien à la suite de la crise de l'ESB aux États-Unis. La compétition venant de l'extérieur du pays est donc réduite.

Les menaces

La reprise du commerce des bovins de plus de 30 mois avec les États-Unis est possible à moyen terme. La capacité d'attraction se fera-t-elle sentir comme avant la crise de l'ESB? Le développement de cette industrie en Ontario constitue également une menace. La présence de la société Cargill et la relance d'un abattoir consacré aux animaux de réforme en Ontario alimentent cette crainte. Une offre trop forte par rapport aux capacités d'abattage et des coûts élevés pour le transport des animaux vivants vers l'ouest incitera le développement de l'abattage et de la transformation des animaux de réforme en Ontario.

Les conditions de succès

Alors que les capacités d'abattage sont pleinement utilisées au Québec, la notion de chef de file dans ce créneau prend plusieurs sens :

- ❑ être « attractif » sur le plan du prix d'achat des animaux de réforme pour fidéliser la clientèle
- ❑ offrir un prix compétitif pour la viande;
- ❑ maximiser la productivité;
- ❑ développer des créneaux, même pour la viande hachée (biologique, halal, cachère, etc.).

5.4 Stimuler la consommation de viande de veau en Ontario, dans le reste du Canada et aux États-Unis

La priorité : la promotion de la viande de veau ailleurs au Canada et aux États-Unis

Le Québec est un chef de file nord-américain dans l'élevage, l'abattage et la transformation du veau de lait et du veau de grain. Le consommateur québécois est également celui qui consomme le plus de veau en Amérique du Nord, soit cinq fois plus qu'en Ontario et dix fois plus qu'aux États-Unis (tableau 1).

La viande de veau de lait se caractérise par un prix de vente au détail élevé, justifié par un coût de production plus élevé, ce qui en fait un produit de créneau. Le prix de la viande de veau de grain rejoint plutôt celui du bœuf. La promotion et la commercialisation de ces deux types de veau devraient être distinctes et il faut s'efforcer de tirer profit de la préférence accordée aux viandes de porc et de volaille, puisque la couleur et la texture de la viande de veau se rapprochent de celles de la volaille et du porc.

L'approvisionnement en petits veaux laitiers : une contrainte au développement

Actuellement, 31 % des veaux laitiers entrant dans les élevages de veaux lourds au Québec proviennent de l'extérieur du Québec. Comme le nombre de vaches laitières est en légère diminution au Canada, l'approvisionnement de la croissance future devra venir des États-Unis, ce qui est déjà le cas. En 2003, la moitié des veaux provenant de l'extérieur du Québec venaient des États-Unis, soit 40 000 veaux. Pour saisir cette occasion, il faudrait s'assurer qu'un approvisionnement plus important et régulier soit possible.

La réduction de la mortalité des veaux : une autre priorité

La réduction de la mortalité des jeunes veaux laitiers, estimée à environ 7 %, de même que celle des veaux en élevage, évaluée à 6 %, serait, dans un contexte de rareté de l'approvisionnement, un objectif à prioriser.

Conclusion

Cette monographie avait pour objectif de dresser un portrait évolutif et comparatif de la situation de l'industrie du bœuf au Québec, dans le but de nourrir la réflexion des différents acteurs concernés. Elle propose également des enjeux pour stimuler le développement de cette industrie au Québec.

Les viandes de bœuf et de veau représentent une part importante, mais stable, des dépenses alimentaires des Québécois. Les viandes de bœuf et de veau produites au Québec sont en croissance et elles accaparent une portion grandissante de la consommation des Québécois, au détriment de celles qui proviennent du reste du Canada. Leur part du marché québécois demeure cependant faible, s'établissant à 21 % en 2004. Le marché ontarien, voisin de celui du Québec, n'est pas non plus entièrement comblé par la production de viande bovine ontarienne (83 %). Il existe donc un potentiel de croissance à condition de soutenir la concurrence des produits de l'Ouest canadien et américain, régions où l'on constate un surplus de production par rapport à leur demande de proximité.

La consommation mondiale de viande bovine croît de 2 % par année. Il y a donc là aussi un marché potentiel. Mais la concurrence est vive puisque les exportations à l'échelle internationale devraient augmenter de 4 % annuellement.

La croissance de l'industrie du bœuf au Québec nécessitera donc un niveau de compétitivité élevé des maillons de la production et de la transformation. Celui-ci se concrétisera sur le plan du prix, de la qualité et de la conformité par rapport à la demande.

Les élevages bovins ont, en moyenne, une rentabilité très faible et dépendent fortement de l'aide gouvernementale. L'amélioration de cette rentabilité devrait être la priorité du secteur. Un rééquilibrage des prix au sein de la filière, le développement de produits de créneau et la réalisation d'économies d'échelle sont des stratégies à considérer à cet égard.

L'élevage de bouvillons au Québec a connu une très forte croissance, mais faute de capacité d'abattage au Québec, la production supplémentaire doit être dirigée vers l'Ontario pour abattage et transformation, ce qui prive le secteur d'une valeur ajoutée significative. La récupération au Québec de ce marché nous apparaît un enjeu important.

La viande de bœuf produite au Québec provient principalement des animaux de réforme (80 %) et est surtout commercialisée sous forme de viande hachée. Celle-ci demeure le principal produit de viande bovine consommé, partout en Amérique du Nord. L'approvisionnement en animaux de réforme dans l'est du Canada est important. Le Québec est déjà un chef de file dans l'abattage et la transformation de ces animaux dans l'est du Canada. Le développement de ce secteur en Ontario est une menace, et sa consolidation au Québec devient un autre enjeu important.

Le Québec produit plus de viande de veau qu'il n'en consomme et la croissance de ce secteur passera en grande partie par le commerce interprovincial et international. La consommation de veau est très faible en Amérique du Nord, à l'extérieur du Québec. La promotion de cette viande déjà en cours sur ce marché, devra se poursuivre, voire s'accroître.

Principales sources d'information

- ❑ Consommation apparente, Statistique-Canada
- ❑ Dépenses alimentaires détaillées des Québécois 2004, ACNielson
- ❑ Dépenses alimentaires des familles au Canada 1992, 1996, 2001, Statistique Canada
- ❑ La Fédération des producteurs de bovins du Québec, <http://www.bovin.qc.ca/default.asp>
- ❑ Fiches d'enregistrement 2000 et 2004, MAPAQ
- ❑ Bilan sectoriel, Statistique Canada
- ❑ La Financière agricole du Québec, <http://www.financiereagricole.qc.ca/default800.html>
- ❑ Recensement 2001, Statistique Canada
- ❑ Statistiques de bovins, inventaire de bovins au 1^{er} juillet, Statistique Canada n° 23-012-XIF au catalogue
- ❑ Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire du Québec 2004, MAPAQ
- ❑ Système d'extraction des statistiques agricoles (SESA), Statistique Canada.
- ❑ Marché des viandes rouges, AAC, http://www.agr.gc.ca/redmeat/mimain_f.htm
- ❑ Imports-exports, Statistique Canada et ISQ
- ❑ Centre de recherche industrielle du Québec, <http://www.icriq.com/fr/>
- ❑ Indicateurs de performance financière des entreprises canadiennes (IPF), Statistique Canada
- ❑ Portrait détaillé du commerce de la viande bovine au Québec, Zins Beauduchesne et associés
- ❑ Bottin statistique de l'alimentation, édition 2002 et 2004, MAPAQ
- ❑ L'activité bioalimentaire au Québec, bilan 2004, MAPAQ
- ❑ La transformation alimentaire québécoise en chiffres (discontinué), MAPAQ
- ❑ Profil sectoriel de l'industrie bioalimentaire du Québec, éditions 2000 à 2005, MAPAQ
- ❑ Ontario Cattlemen's Association, <http://cattle.quelph.on.ca/>
- ❑ Ontario veal association, http://www.ontarioveal.on.ca/producers/market_info/marketinfo01.html
- ❑ Food and Agricultural Policy Research Institute (FAPRI), *2005 Agricultural Outlook*
- ❑ Indice des prix des intrants dans l'agriculture (est du Canada, Statistique Canada, CANSIM
- ❑ Indice des prix à la consommation (IPC), Statistique Canada
- ❑ Indice des prix des produits agricoles (IPPA), Statistique Canada
- ❑ Indice des prix des produits industriels (IPPI), Statistique Canada
- ❑ Consumer Price Index, US department of Labor
- ❑ Economic Research Service (ERS), US department of Agriculture
- ❑ CANFAX, annual report
- ❑ The Perceived Importance of Veal Meat Attributes in consumer Choice Decisions, CRÉA

